

**VII. La structure agraire et la société de Piura au 18ème siècle et au 19ème siècle : l'explosion de la rente foncière.**

Au cours des chapitres précédents, nous avons tenté de suivre la mise en place des formes et des techniques de l'exploitation de la terre. Qu'en est-il des hommes ? Qu'en est-il surtout de la démographie depuis la catastrophe qui affecta la population indigène aux 16ème et 17ème siècles ?

Nous avons vu que la population indienne continuait inexorablement de baisser encore au milieu du 17ème siècle. Nous constatons cependant aussi un fort mouvement de migration de ces populations des «réductions» vers les grands domaines privés à partir de la seconde moitié du 17ème siècle. Après le boom de l'élevage, l'agriculture avait pris son essor à la fin du 17ème siècle. Or, il est évident que l'extension des cultures demandait une main d'oeuvre accrue et qu'en même temps une production agricole en hausse créait les conditions favorables à la récupération démographique.

Pour faire fonctionner leurs élevages, les grands propriétaires fonciers s'étaient employés à capter et à fixer la population indigène des «réductions». Cette émigration était loin cependant de satisfaire la demande de main d'oeuvre de la fin du 17ème siècle lorsque les capitaux dégagés par l'exploitation des élevages furent réinvestis dans la culture de la canne à sucre. L'importation des esclaves devint alors une composante essentielle de l'économie agraire de Piura.

Une première partie s'attachera à mesurer à la fois la croissance générale de la population et sa répartition géographique.

Dans une deuxième partie, nous tenterons d'aborder les conditions de vie de la main d'oeuvre et l'évolution de sa rémunération, mais aussi l'explosion du nombre des tenanciers des grandes propriétés foncières.

Enfin, nous examinerons l'évolution des caractéristiques de l'élite foncière régionale et son élargissement à travers le système des cens et des chapellenies.

#### **a. L'augmentation de la population : l'essor du métissage.**

Entre les recensements des Indiens tributaires de la première moitié du 17ème siècle et les recensements de la population générale de la province de Piura à la fin du 18ème siècle, aucune mesure périodique de la récupération et de la montée démographique régionale n'est malheureusement disponible.

Le recensement de 1754 permet uniquement de saisir l'évolution globale de la population indigène. A Piura, ce recensement dénombrait 3.861 tributaires pour une population indienne totale de 15.106 personnes<sup>480</sup>. En 1610, Vasquez de Espinoza, ne comptait que 2.258 tributaires. Or, nous avons vu que le nombre de tributaires des "réductions" continua encore de diminuer de 10 à 20 pour cent jusqu'au milieu du 17ème siècle. En gros, nous pouvons donc estimer qu'en un siècle, entre 1650 et 1750, la population indienne de Piura doubla pratiquement. Mais cette croissance fut-elle principalement le fait des "réductions" ou celui de la population indienne des *haciendas* ? Et quels furent parallèlement l'évolution de la population d'origine espagnole, l'impact du métissage, des migrations ?

#### L'EVOLUTION DE LA POPULATION D'APRES LES REGISTRES PAROISSIAUX, 1670-1780.

L'étude de l'augmentation de la population se heurte là encore à un problème de sources. Le plus riche matériel démographique - les registres paroissiaux - n'a que très partiellement survécu au temps. Seuls quelques folios d'un registre de la "réduction" de Catacaos concernent la période avant 1660, et encore sont-ils très abîmés. Pour deux autres "réductions" de la côte - Sechura et Colan - aucun registre n'est disponible avant le milieu du 18ème siècle. De plus, ces registres sont dans un tel état qu'il est impossible d'en tirer des données sérielles sur une période dépassant quelques années seulement. Des registres paroissiaux des communautés de Olmos, de Motupe et ceux de la sierra de Piura, nous n'avons jusqu'à présent retrouvé trace. En fin de compte, seuls les registres conservés par la paroisse (puis les paroisses) de la ville de Piura ont permis une exploitation un tant soit peu fructueuse de l'évolution des naissances, des décès et des mariages entre les 17ème et le 18ème siècles<sup>481</sup>.

Les registres conservés ne débutent qu'en 1666, et encore, cette première année est incomplète. Ils enregistrent les baptêmes, les mariages et les décès pour les habitants de la ville de Piura et des annexes de Morropón, Yapatera, Tambogrande, La Punta, Querecotillo etc.. : en somme toute la population de la côte qui ne faisait pas partie des réductions indiennes. Quelle garantie avons nous cependant que ces registres relevaient bien tous les baptêmes, tous les mariages et tous les décès ?

Examinons pour cela de plus près le premier registre complet des baptêmes datant de l'année 1667 : un rapide regard sur les premiers 50 enregistrements montre que l'ensemble de la population est représentée. On peut y rencontrer les baptêmes des descendants de grands propriétaires fonciers, par exemple ceux de Ygnasio Fernandes Morante le fils du capitaine Sebastian Fernandes Morante et doña Juana de Cespedes ; de Juana Mogollon et Fernandes Mogollon, les enfants de l'alferez Diego Mogollon et Maria

---

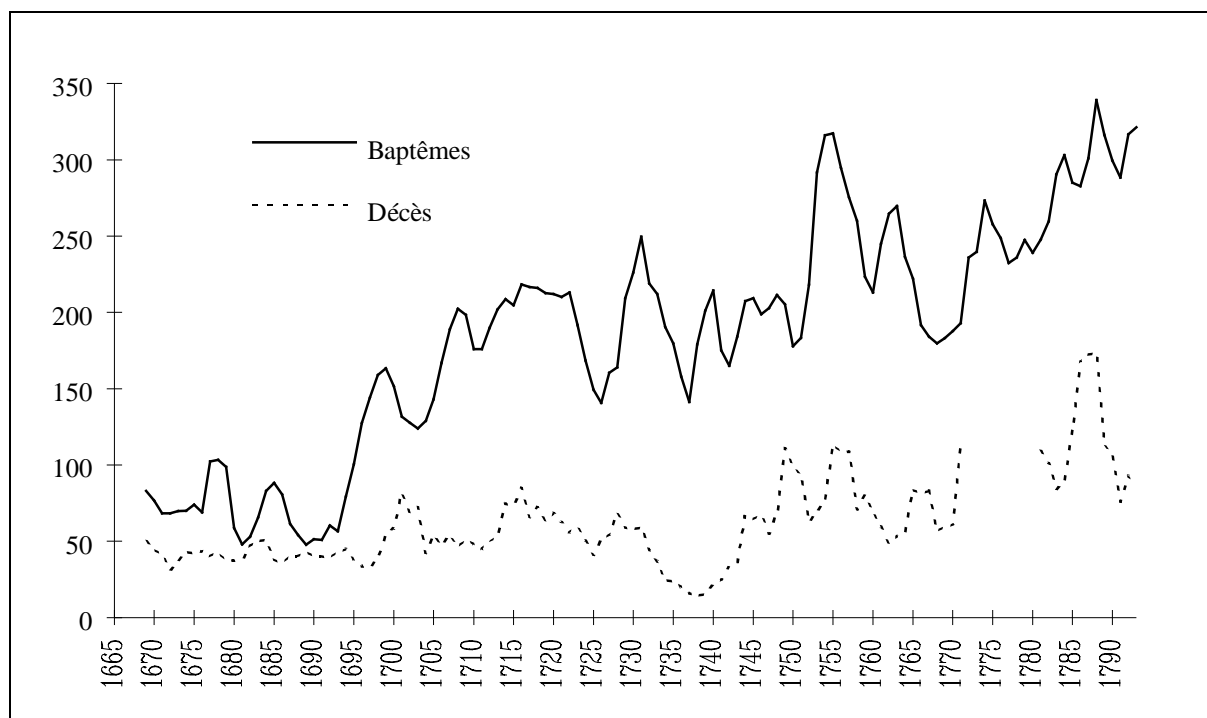
<sup>480</sup> Jürgen Golte, **Repartos y rebeliones**, p. 54.

<sup>481</sup> voir annexe 3.

del Castillo ; de la fille de don Francisco de Herrera et de doña Juana de Albújar. Mais, l'on y trouve aussi les baptêmes d'enfants d'esclaves, de petits blancs, des enfants au père inconnu, ou même abandonnés. Les baptêmes d'enfants d'Indiens sont moins courants. Les trois quart des enfants baptisés sont de parents (ou du moins de mère) d'origine espagnole. Le quart restant se compose principalement d'enfants d'esclaves. On a pu noter un ou deux cas seulement de baptêmes d'enfant de mère indienne, mais il est parfois difficile de déterminer à partir d'un nom seulement, l'origine des parents. Près de la moitié des naissances sont "illégitimes" puisque le père n'est pas connu, ce qui n'est pas surprenant pour la population esclave, mais l'est plus pour les créoles d'origine espagnole.

Le curé se limitait-il à baptiser les nouveaux-nés de la ville de Piura ? Qu'en était-il des lieux reculés de la paroisse ? La réponse est dans les deux livres de baptêmes que la paroisse tenait simultanément : l'un était gardé à Piura, l'autre accompagnait régulièrement l'ecclésiastique dans des tournées qui le menaient aux quatre coins de sa juridiction. Selon les indications annotées sur le registre pour l'année 1667, le curé s'était déplacé et avait baptisé à Ñomala, Piura la Vieja, Guapalas, Morropón, Buenos Aires, Chipillico, Curbán, La Punta... Les années suivantes, il poussa même jusqu'à La Solana, Lancones.

En général, les enfants des Espagnols étaient baptisés dans les premiers mois suivant leur naissance. La fille de don Francisco de Herrera et de doña Juana de Albújar le fut par exemple à l'âge d'un mois. Il arrivait pourtant que les baptêmes ne se fissent qu'un ou deux ans après la naissance, ou plus tard encore lorsqu'il s'agissait d'enfants d'esclaves. Les baptêmes enregistrés au cours d'une année ne comptabilisent donc pas précisément le nombre des naissances de cette même année et ne traduisent qu'avec un ou deux ans de retard le mouvement des naissances. Dans la figure 2, nous avons donc préféré aplanir les variations conjoncturelles du nombre des baptêmes par une moyenne mobile sur trois ans.



**Figure 14 : nombre de baptêmes et de décès enregistrés annuellement dans la paroisse de Piura (moyenne mobile de 3 ans), 1669 - 1784.**

Que montre la courbe du nombre de baptêmes enregistrés annuellement dans la paroisse de Piura ? Orientée à la baisse entre 1670 et 1690, elle indique une très forte hausse entre 1690 et 1715, une stagnation entre 1715 et 1750, et enfin une nouvelle hausse dans la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle. Afin de mieux comprendre ces variations, il convient de nouveau de souligner que la paroisse de Piura se composait de la capitale régionale et d'un espace colonisé par les *haciendas* et vidé de sa population indigène au début du 17<sup>ème</sup> siècle. Précisons aussi que ces variations ne peuvent donc que très partiellement refléter l'évolution générale du *corregimiento* de Piura, car elles ne tiennent pas compte de la population des "réductions" indiennes.

Si le nombre des baptêmes de la paroisse de Piura, donc le nombre de naissances, resta bas jusqu'en 1690, il est probable que ce fut parce que les grands domaines des vallées du Piura et du Chira continuaient à pratiquer un élevage extensif, qui demandait une main d'oeuvre ni nombreuse, ni sédentaire. A partir de 1660 cependant, certains grands propriétaires avaient concentré des esclaves ou sur leurs *haciendas* (47 esclaves sur Yapatera dès 1672, plus de 30 esclaves sur Morropón vers 1690) ou à Piura (plus de 20 esclaves domestiques pour don Geronimo de Sotomayor dès 1667). A la même époque le curé de Catacaos s'indignait de l'absentéisme de ses paroissiens qui préféraient de plus en plus s'installer définitivement sur les *haciendas* du Haut-Piura. L'explosion du nombre des baptêmes que l'on constate à partir de 1694 ne pouvait donc qu'être le résultat différé de la

demande en main d'oeuvre des *haciendas* qui se tournaient vers l'agriculture et plus particulièrement vers la canne à sucre.

Les registres de mariages montrent que l'importation de main d'oeuvre servile d'origine africaine avait développé le métissage. Dès 1670, par exemple le registre comptait 4 mariages entre Espagnols créoles, 2 mariages entre mulâtre libre et Indienne, un mariage d'un mulâtre libre avec une esclave et un mariage d'un quarteron esclave avec une Indienne originaire de Loja. En 1698, le curé mariait un esclave de l'*hacienda* Morropón avec Catalina Morales, Indienne. Sur l'*hacienda* Tangarará, il unissait Matheo Flores, "nègre créole", esclave de Juan de Sojo et Maria Bernarda Indienne qui naquit et fut élevée sur le domaine. En 1712, on relève à Somate un mariage entre Martin Bran "sambo" et Joana de Torres métisse originaire de Loja ; à Morropón le mariage de Sebastian Congo esclave de Juan de Sojo et Joana Lucia Indienne de Catacaos, un mariage entre Pedro Flores de la Peña naturel de l'*hacienda* et Francisca Martinez Indienne ; à Chipillico le mariage de Pedro de la Cruz originaire de Chipillico et Eufemia Vela originaire de Chalaco. En réalité, la paroisse de Piura tenait un registre de mariage pour les "castes" - créole, noire, métisse - et un registre pour les mariages entre Indiens. Le premier décèle une augmentation des mariages dès 1685, qui passent d'environ 10 par an à cette époque, à près de 20 dans la décennie de 1690, puis à 30 vers 1720. Le second, malgré une hausse vers 1695, stagne autour de 10 mariages en 1730 encore.

Si l'on observe maintenant la courbe des décès, on constate que l'écart avec les baptêmes s'est creusé à partir de 1690 précisément. Une légère hausse est perceptible au début du 18ème siècle, mais dans l'ensemble le nombre des décès se maintient autour de 50 jusqu'en 1730. Entre 1735 et 1740, on constate une baisse anormale du nombre des décès : elle semble toutefois due à une mauvaise tenue du registre. A partir de 1745, conséquence de l'augmentation des naissances de la fin du 17ème siècle, la courbe des décès s'oriente lentement vers la hausse.

En résumé, les migrations forcées ou volontaires des deux dernières décennies du 17ème siècle, puis le fort accroissement de la natalité, facilité par le métissage de la main d'oeuvre des *haciendas*, permirent au 18ème siècle le repeuplement des vallées du Haut et du Moyen-Piura, du Chira et fixèrent aussi de manière permanente les caractéristiques du melting-pot *piurano*.

#### LE RECENSEMENT DE 1783.

Le premier recensement complet de la région fut effectué sur l'ordre de l'évêque Martinez de Compañón vers 1782-83. Des recensements partiels montrent qu'il fut établi à partir de chiffres fournis par les curés des paroisses, ce qui est un gage raisonnable de sa fiabilité.

**Tableau 99 : la population de Piura en 1783 selon Martinez de Compañon.**

	Curés- religieux	Espagnols	Indiens	Métisses	Mulâtres	Noirs	Total
Piura	45	1.380	3.984	3.838	3.066	537	12.850
Sechura	2	0	1.682	0	19	8	1.711
Catacaos	1	0	1.789	0	0	0	1.790
Salas	3	0	944	121	0	3	1.071
Olmos	1	119	257	158	95	22	652
Motupe	1	117	178	158	65	14	533
Paita	6	163	3.082	722	655	78	4.706
Tumbes	2	74	365	524	819	7	1.791
Huancabamba	12	389	4.035	2.644	303	48	7.431
Frías	3	0	2.014	238	0	0	2.255
Ayabaca	6	339	3.998	1.793	134	148	6.418
Huarmaca	3	293	2.469	458	47	19	3.289
<b>Total</b>	<b>85</b>	<b>2.874</b>	<b>24.797</b>	<b>10.654</b>	<b>5.203</b>	<b>884</b>	<b>44.497</b>

Au total, de Tumbes à Motupe, la région de Piura comptait alors 44.497 personnes. Les "Espagnols" c'est-à-dire les créoles d'origine espagnole selon la terminologie de l'époque, représentaient moins de 7 pour cent, les Indiens plus de 55 pour cent et les Noirs juste 2 pour cent de la population totale. Métisses et mulâtres composaient déjà quant à eux respectivement 24 et 12 pour cent, soit ensemble plus du tiers de la population globale.

Mais revenons à la population de la paroisse de Piura : en 1783, selon le recensement publié par Martinez de Compañon, elle aurait compté 12.850 habitants, soit plus d'un quart de la population régionale. Dans cette circonscription, les "Espagnols" représentaient plus de 11 pour cent, les Indiens et les métisses chacun environ 30 pour cent, les mulâtres près de 24 pour cent et les Noirs, 4 pour cent des personnes recensées : une population plus "blanche" et plus "noire" et surtout plus métissée que sur l'ensemble de la province de Piura. Rien d'étonnant à cela puisque nous avons déjà constaté que cet espace était, dès la fin du 17<sup>ème</sup> siècle, la principale destination de la main d'oeuvre esclave et le foyer du métissage pour l'ensemble du *corregimiento*. A quel territoire correspondait cependant exactement ces chiffres ? Une autre compilation de données datant de la même époque, mais annexée ultérieurement à une affaire sur l'édification d'une église à Lancones, ne dénombrait que 10.442 habitants pour Piura, les annexes de La Punta, Querecotillo, Morropón et Tambogrande qui composaient en principe la paroisse de Piura. Dans cette compilation, Piura ne comptait que 3.853 habitants, la moyenne et haute vallée du Piura avec les annexes de Tambogrande et Morropón, 2.988 habitants et la moyenne vallée du Chira avec les annexes de Querecotillo et La Punta, 3.601 habitants.

**Tableau 100 : la population du *partido* de Piura vers 1783.**

annexes	Nb. d'habitants
Piura	3.853
La Punta	2.213
Querecotillo	1.388
Morropón	1.750
Tambogrande	1.238
<b>Total</b>	<b>10.442</b>

Source : AEP. colonial causas civiles, leg. 13, exp. 185, 1820.

Quelle est donc la circonscription que Martinez de Compañón avait ajoutée aux quatre précédentes pour obtenir le chiffre de 12.850 âmes ? Une chose est certaine : les données qui accompagnaient l'affaire sur la reconstruction de l'église de Lancones n'étaient pas fantaisistes puisqu'une troisième source, une affaire concernant l'annexe de la Punta datée du 6 mars 1783<sup>482</sup>, confirme à une dizaine d'habitants près le nombre de cette population. Ce dernier recensement très détaillé montre d'ailleurs que cette annexe, qui allait devenir la paroisse de Sullana, toujours très métissée - 25 pour cent de métisses et 23 pour cent de mulâtres - ne comptait que 4 pour cent d'"Espagnols" et 2 pour cent de noirs, mais 46 pour cent d'Indiens. Ceci semble indiquer que la vallée du Chira (en dehors de la "réduction" de Colan qui faisait partie de la paroisse de Paita), moins peuplée d'esclaves et d'Espagnols au début du 18ème siècle, fut une zone d'accueil pour les métisses, les mulâtres et les Indiens en provenance de la vallée du Piura.

**Tableau 101 : population de l'annexe de la Punta en 1783**

	Mariés	Célibataires	Célibataires	Veufs	Veuves	Enfants	Total
	Hommes	Femmes	Femmes				
Espagnols	24	17	12	6	3	25	87
Métisses	156	77	94	7	16	203	553
Mulâtres	139	87	106	5	8	164	509
Nègres	11	12	3	5	4	6	41
Indiens	375	137	117	10	24	346	1.009
<b>Total</b>	<b>705</b>	<b>330</b>	<b>332</b>	<b>33</b>	<b>55</b>	<b>744</b>	<b>2.199</b>

Source : AEP. colonial c. civ. leg. 8, exp. 97, 1783, f. 31

En résumé, les populations du moyen Chira, et du Haut et Moyen Piura connurent avec la ville de Piura les taux de croissance les plus importants depuis la fin du 17ème siècle. La vallée du Piura fut le centre du métissage entre Espagnoles, Indiens et Noirs.

<sup>482</sup> AEP. Col. c. civ. leg. 8, exp. 97 : "*Expediente formado sobre la población en el partido de la Punta*" 6 III 1783.



Voyons maintenant Huancabamba et Ayabaca, les deux principales paroisses de la *sierra* centrées autour d'un bourg à population "blanche" mais où la majorité était tout de même indienne. Selon Martinez de Compañon, 7.431 personnes habitaient la paroisse de Huancabamba, soit environ 17 pour cent de la population totale de Piura en 1783. Les Indiens constituaient plus de 54 pour cent, les métisses 36 pour cent des habitants recensés dans la paroisse. Les Espagnols ne représentaient quant à eux qu'un peu plus de 5 pour cent de cette population, les mulâtres environ 4 pour cent et les Noirs moins de 1 pour cent.

Dans le cas de Huancabamba, le recensement et le rapport effectués par le curé de la paroisse pour Martinez de Compañon vers 1780 ont été retrouvés par M. Justino Ramirez : le chiffre total de la population ne correspond toutefois pas au chiffre publié par l'évêque au 18ème siècle. Ce dernier avait-il procédé à l'époque à des remaniements de circonscriptions et affecté des populations d'*haciendas* à la paroisse voisine d'Ayabaca ? Les quelques recensements partiels que nous détenons ne nous permettent pas de le déterminer. Dans le recensement original, le territoire dont était en charge la paroisse de Huancabamba englobait les villages de Santo Domingo, Chalaco et Sondor mais aussi les *haciendas* de Chulucanas et Cachiaco situées pourtant dans le bassin du Quiroz. Une annexe - Salitral - se trouvait même dans la vallée du Piura. La première concentration humaine de cette paroisse était bien entendu le bourg de Huancabamba et sa vallée : ils constituaient environ la moitié de sa population. Vient en seconde place le village de Chalaco qui en représentait moins du quart ce qui est pourtant significatif si l'on considère que selon le rapport présenté à Martinez de Compañon, Chalaco fut fondé en 1694 par 20 personnes seulement. Les villages de Sondor et de Santo Domingo avec les occupants des *haciendas* constituaient eux 30 pour cent environ de la population de Huancabamba.

**Tableau 102 : Population du *partido* de Huancabamba vers 1780.**

Sections	Nb. d'habitants
Pueblo de Huancabamba	3.794
Pueblo de Sondor <sup>a</sup>	768
Sancos (Santo Domingo)	515
Pueblo de Chalaco	1.756
Hda de Salitral	759
Hda de Cachiaco	229
Hda de Chulucanas	149
<b>Total</b>	<b>7.970</b>

<sup>a</sup>dont 103 pour le village, et 665 sur *hacienda* ; Source : M. Justino Ramirez, Huancabamba, su Historia, su Geografía, su Folklore. p. 86. Les chiffres sont tirés des *padrones* effectués par le curé de Huancabamba et repris par le secrétaire de Martinez de Compañon en février 1783.

Un recensement détaillé de la population de l'annexe de Salitral, donne la possibilité de saisir ce que l'"*hacienda* de Salitral", termes utilisés par le curé de Huancabamba en

1783, embrassait comme territoire. En effet, l'énumération effectuée par le curé Jacobo de Mendoza en 1778, montre que cette annexe comprenait les lieux de Malacasí et Salitral mais aussi les *haciendas* de Chanro, Bigote, Hualtaca, Sapse et La Ala même.

**Tableau 103 : Population du partido de Salitral en 1778.**

Paroisse-haciendas	Blancos y mixtos	Sambos y negros libres	Negros y Sam-bos esclavos	Indios	Total
Salitral-Malacasí	99	18	21		138
Hda Chanro	10				10
Hda Bigote	128	70	8	47	253
Hda Gualtaca	35				35
Hda La Ala	36	19			55
Hda Sapse y contorno	122			160	282
Total	430	107	29	207	773

Source : AEP. colonial c. civ. leg. 7, exp. 86, 1778, f. 10. "*Razon que se hizo en este presente año de 78 de los feligreses q residen en las haciendas del partido y capilla del Salitral*".

Ce recensement montre que la population d'origine africaine recensée dans la paroisse de Huancabamba était encore une fois concentrée en grande partie dans la vallée haute du Piura. Un autre classement des "castes" à la base de ce même recensement, différent, mais plus précis, indiquait que Salitral se composait de 4 ecclésiastiques, 86 Espagnols, 220 métisses, 126 mulâtres, 27 Noirs et 310 Indiens<sup>483</sup>. Métisses et mulâtres constituaient donc, avec 45 pour cent, la majorité de cette population. Les Indiens, principalement situés sur leurs terres de Sapse et Pajonal venaient en deuxième position avec 40 pour cent du total. Les Espagnols constituaient quant à eux 12 pour cent de cette population, les Noirs 3 pour cent.

L'ecclésiastique en charge de l'annexe de Salitral indiquait que sa population pouvait varier énormément : bon nombre de ses habitants étaient des nomades qui migraient depuis la juridiction de Piura à la recherche de pâturages pour leur bétail lors des années fertiles, mais qui se retiraient lorsque la sécheresse sévissait<sup>484</sup>. Le détail de la population de Manga Manga, terres de l'*hacienda* Bigote, illustre encore mieux l'origine des Indiens installés dans cette région : ce lieu comptait au total 60 habitants en 1783, dont 29 étaient des Indiens recensés dans la paroisse de Piura, 10 des Indiens de Catacaos et 21 des Indiens de Huancabamba<sup>485</sup>.

<sup>483</sup> M. Justino Ramirez, 1966 : p. 113.

<sup>484</sup> Selon le rapport cité par M. Justino Ramirez, 1966 : p.113. "*En el partido del Salitral, no se puede hacer idea formal de su aumento o disminución, porque los más, son vecinos vagantes, que según los años, más o menos fertiles, se congregan de la Provincia de Piura en solicitud de pastos, para sus ganados, retirándose todos en tiempos estériles a distintos lugares*".

<sup>485</sup> M. Justino Ramirez, 1966 : p. 113.

En 1783, dans la paroisse de Ayabaca, Martinez de Compañon recensait 6.418 âmes soit environ 15 pour cent de la population de la province. Dans l'ensemble, cette paroisse présentait des caractéristiques proches de celle de Huancabamba. On y comptait le même pourcentage de "Blancs", légèrement plus d'Indiens, un peu moins de métisses. Seule différence un tant soit peu notable : la part plus importante des "Noirs" qui s'explique par les implantations tardives d'esclaves sur les *haciendas* sucrières du Quiroz (Culqui, Jambur, Saconday).

La population de Huarmaca, bien moins importante, était composée à 75 pour cent par les Indiens, à 9 pour cent par des "Espagnols". Le métissage y était faible : 14 pour cent des habitants environ étaient des métisses, et la population d'origine africaine quasiment inexistante.

Les paroisses de Catacaos et Sechura du Bas Piura et la paroisse de Frías dans la *Sierra* étaient presque exclusivement indiennes, mais ne comptaient respectivement que pour 3,8 , 4 et 5 pour cent de la population totale de Piura selon Martinez de Compañon. Depuis le milieu du 17ème siècle, la paroisse de Catacaos n'avait guère récupéré de la catastrophe démographique. L'augmentation de la natalité était pratiquement annulée par l'exode massif vers le Haut Piura et la vallée du Chira. En 1670, la "réduction" de Catacaos comptait en effet 328 tributaires, soit une population d'au moins 1.200 âmes. Un siècle plus tard, en 1783, elle ne dépassait encore qu'à peine 1.700 habitants.

La paroisse de Paita en 1783 englobait quant à elle à la fois la population du port, les pêcheurs indiens des *caletas*, comme les habitants de la "réduction" de Colan. Rien d'étonnant donc à ce que l'on y trouvait une forte proportion d'Indiens (65 pour cent) - la population de Colan -, mais aussi des Espagnols, des métisses et des mulâtres - la population du port de Paita.

Sur les franges de la région, la paroisse de Tumbes tout au nord (moins de 3 pour cent de la population totale) était principalement composée de mulâtres et de métisses qui représentaient respectivement 45 et 30 pour cent de ses ouailles. Au sud, les paroisses de Olmos et Motupe constituaient ensemble moins de 3 pour cent des habitants de Piura, avec une distribution à peu près identique aux moyenne et haute vallée du Piura.

En résumé, vers la fin du 18ème siècle, on constate que les basses vallées du Piura et du Chira étaient pour l'essentiel occupées par les Indiens, que les vallées moyennes et supérieures, colonisées par les *haciendas*, avaient été repeuplées par un brassage de populations d'origine espagnole, indienne et africaine. C'est dans cet espace que l'évêque Martinez de Compañon proposa la création de la plupart des nouvelles paroisses de Piura en 1783 dont La Punta, Querecotillo, Amotape, La Huaca, Quiroz Tambogrande, Salitral. La *Sierra* quant à elle était principalement habitée d'Indiens, de blancs et de métisses, avec parfois des poches (Frías, Huarmaca, certaines parties d'Ayabaca) où le pourcentage de la

population indigène était particulièrement élevé (voir carte de la population de Piura en 1783).

Pour la période 1783-1837, aucun nouveau recensement complet et détaillé de la région de Piura n'a pu être localisé. Seul le recensement ordonné par le vice-roi Gil de Taboada en 1795 donne quelques indications supplémentaires. Dans les sept intendances qui constituaient le royaume du Pérou - Lima, Tarma, Huamanga, Huancavelica, Cuzco, Arequipa, Trujillo - , il dénombrait 1.115.207 âmes. L'intendance de Trujillo dont Piura faisait partie, était la plus peuplée avec près de 252.000 personnes. D'après ce recensement, Piura comptait toujours 44.491 personnes soit le chiffre avancé par Martinez de Compañon dix ans plus tôt. Apparemment, les fonctionnaires royaux n'avaient fait que reprendre des données des années 1780. Grosso modo, la population de Piura constituait donc 4 pour cent de la population du vice-royaume<sup>486</sup>.

Vers 1816 pourtant, un recensement semble avoir été pratiqué par les curés des paroisses sur un ordre royal datant de 1814. Miguel Justino Ramirez en cite les parties qui correspondent aux anciennes paroisses de Huancabamba et Huarmaca<sup>487</sup>.

**Tableau 104 : population de l'ancien district de Huancabamba en 1816.**

Paroisses	population
Huancabamba, Sapse, Yamango	- de 6.000
Huarmaca	2.460
Congoña, Llaguagate, Porcuya	250
Sondor	300
Sondorillo	470
Tabaconas	240
Chalaco, Santo Domingo	2.283
Salitral	1.420
<b>Total</b>	<b>13.423</b>

Selon les chiffres avancés par M. J. Ramirez, la population de Huancabamba et de Huarmaca n'atteignait alors qu'à peine 13.500 personnes, soit seulement 3.000 de plus qu'en 1783. Ces données sont-elles fiables ? Pour la paroisse de Huancabamba, le curé Tadeo Celis ne donnait qu'une estimation de la population à partir d'une visite qu'il avait faite en 1814. Il considérait qu'il avait à charge plus de 5.000 mais certainement moins de 6.000 âmes. Dans le cas de la paroisse de Huarmaca, le recensement indique un déclin de la

<sup>486</sup> S. Aldana, op. cit. p. 19 : M. A. Fuentes (ed), **Memoria de los Virreyes que han gobernado el Perú durante el tiempo del coloniaje español**, T. IV, F. Gil de Taboada y Lemos.

<sup>487</sup> M. Justino Ramirez, 1966 : pp. 119-123.

population depuis 1783, ce qui ne correspond absolument pas à la tendance générale observée même pour les populations de la montagne. A L'inverse, la paroisse de Salitral aurait doublé le nombre de ses habitants au cours de cette période. En fait, ces évolutions surprenantes semblent essentiellement dues à des modifications dans la délimitation des paroisses depuis le passage de Martinez de Compañon, car hormis le cas de la paroisse de Huancabamba, les curés semblent avoir consciencieusement pratiqué leurs recensements. L'augmentation moyenne de l'ensemble de ces paroisses - 0,7 pour cent par an - correspond d'ailleurs aux taux que nous observons dans cette région pour la période plus longue de 1783 à 1837.

#### LE RECENSEMENT DE 1837.

En 1837, un nouveau recensement<sup>488</sup> de la région entière dénombrait 70.337 habitants, soit un peu plus d'une fois et demi la population de 1783, sachant que les paroisses de Olmos, Motupe et Salas n'étaient pas concernées par ce décompte. Le taux de croissance annuel moyen aurait donc été de 1 pour cent environ entre 1783 et 1837. Cependant, certaines paroisses se développèrent plus rapidement. Ce fut le cas de Catacaos et Sechura dont la population quadrupla au cours de ce demi siècle, alors qu'elle n'avait quasiment pas augmenté au 18ème siècle : l'intensification de la production du coton, qui offrait des conditions favorables au développement de la vallée en aval de la capitale régionale, avait-elle finalement tari l'émigration vers les grands domaines du Haut Piura et du Chira ?

Précisément, à la même époque, ces vallées moyennes du Piura et du Chira ne firent en général que doubler le nombre de leurs habitants, alors qu'elles avaient certainement connu le plus fort taux de croissance entre la fin du 17ème siècle et le milieu du 18ème siècle. Dans le cas de la vallée de Piura, si l'on exclut les habitants de la capitale régionale, la population fut multipliée par deux : en 1783, les paroisses de Tambogrande et Morropón dénombraient 2.988 âmes, alors qu'en 1837, les circonscriptions administratives de Tambogrande, Yapatera et Morropón en comptaient 7.555. Dans la vallée du Chira, si l'on estime que les juridictions de Amotape, La Huaca, Sullana et Querecotillo correspondaient aux paroisses de La Punta et Querecotillo de 1783, la population aurait été multipliée par 2,7 s'élevant de 3.601 à 9.868 habitants.

La population de la *sierra* n'augmenta qu'au rythme moyen de 0,6 pour cent par an au cours de cette époque : Ayabaca et Suyu par exemple, avec 6.588 habitants en 1837 ne dépassaient qu'à peine les 6.418 dénombrés en 1783. Dans cet espace, seules les paroisses à fort taux de métissage connurent une démographie plus dynamique : ce fut le cas de la

---

<sup>488</sup> Nous l'avons trouvé inséré dans le rapport sur les chemins de Piura dans la Bibliothèque Nationale du Pérou sous la cote Ms. Cronológico 1837, D 4705. L'intitulé du recensement se limitait à "*La provincia litoral de Piura segun el censo del año de 1837*", ce qui ne donne guère d'indication quant à sa fiabilité.

paroisse de Chalaco qui en 1783 ne comptait que 1.756 âmes, mais 3.692 habitants - dont moins de 54 "indigènes" - en 1837.

**Tableau 105 : population de Piura selon le recensement de 1837.**

Jurisdiction	Indigène	"Caste"	Total
Piura	1.431	4.742	6.173
Ayabaca	3.178	2.870	6.048
Frias	2.613	1.084	3.697
Chalaco	54	3.638	3.692
Cumbicus	1.267	813	2.080
Huancabamba	3.683	2.138	5.821
Catacaos	7.886	269	8.155
Sechura	5.954	137	6.091
Colan	1.298	166	1.464
Amotape	462	1.761	2.223
Huaca	206	1.607	1.813
Suyana	1.138	2.806	3.944
Querecotillo	125	1.763	1.888
Tumbes	110	1.470	1.580
Huarmaca	3.796	758	4.554
Salitral	9	885	894
Yapatera	995	1.383	2.378
Tambogrande	1.914	1.052	2.966
Paita	1.085	1.040	2.125
Morropon	396	1.815	2.211
Suyo	33	507	540
<b>Total</b>	<b>37.633</b>	<b>32.704</b>	<b>70.337</b>

Source : BN. Ms. Cronológico 1837, D 4705, f. 124

La démographie régionale de la fin de l'époque coloniale est donc marquée par l'émergence d'une très importante communauté indienne dans le Bas Piura, la relative stagnation de la population des montagnes, la montée continue du nombre des habitants des parties supérieures et moyennes des vallées du Chira et du Piura.

Dans l'ensemble, ces tendances se confondent d'abord avec l'évolution de la dîme à la même époque : n'avons-nous pas constaté une croissance soutenue de la dîme des circonscriptions de Santa Ana et du Chira tout au long du 18ème siècle et au début du 19ème siècle, alors que celle d'Ayabaca et Huancabamba stagnait notablement à partir du milieu du 18ème siècle ? Mais, alors que la dîme chutait fortement vers 1830, la population de Piura continuait d'augmenter régulièrement. Certes, un nouveau décompte publié par le journal "El Vigía" le 26 octobre de l'année 1844, n'estimait la population de Piura qu'à 67.492 âmes<sup>489</sup>. Cette diminution par rapport au recensement de 1837 s'expliquait plus par

<sup>489</sup> M. A. Seminario, *Historia de Sullana*, p. 181.

les estimations effectuées que par une chute réelle. Dans l'ensemble, il confirmait les chiffres de 1837, mais incorporait plus de personnes dans la catégorie "indigène".

Si l'on en croit le recensement de 1862, la population se serait multipliée par 1,8 depuis 1837, soit un fort taux de croissance de 2,5 pour cent par an. Les chiffres de 1862 étaient-ils surévalués ? Quatorze années plus tard, le recensement général du Pérou en 1876, ne dénombrait que 135.616 habitants pour le département de Piura, soit un taux de croissance plus raisonnable, inférieur à 2 pour cent par an en moyenne depuis 1837.

**Tableau 106 : évolution générale de la population de Piura entre 1783 et 1876.**

Date	1783	1837	1844	1862	1876
Population	44.497*	70.337	67.495	130.563	135.616

\* avec Olmos, Motupe et Salas.

Depuis la fin du 17<sup>ème</sup> siècle et jusqu'à la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, la population de Piura augmenta donc très fortement, quadruplant ses effectifs par siècle. Aucune crise de la production agricole ne put affecter cette croissance régulière : dans cet espace sous-peuplé après la catastrophe démographique indienne, les «ciseaux» malthusiens étaient loin de s'ouvrir et ce, en dépit d'un développement de type ancien qui n'évolua guère avant 1850.

### **b. La main d'oeuvre des *haciendas* : esclaves, journaliers et tenanciers.**

L'étude de la population rurale n'est pas aisée : il n'y a pas d'inventaire après décès qui décrive par le menu les biens des *peones*, des Indiens *yanaconas* ou des esclaves des grandes propriétés foncières. Il n'y a pas non plus de longs procès qui mettent en scène la main d'oeuvre des domaines ou les Indiens des communautés. Seules les affaires criminelles jettent parfois une lumière particulière sur la condition des populations rurales de Piura.

Notre propos n'est pas ici de détailler ces difficiles conditions de vie mais d'évaluer l'évolution des formes d'exploitations et de leur importance relative entre la fin du 17<sup>ème</sup> siècle et le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle. Dans ce contexte, l'esclavagisme est le plus facilement saisissable puisqu'en tant que "biens marchands", les esclaves étaient taxés par les fonctionnaires du port de Paita au moment de leur importation et régulièrement inventoriés sur les grands domaines ou dans les habitations de Piura.

#### L'EVOLUTION DE L'ESCLAVAGE A PIURA.

Avant le 18<sup>ème</sup> siècle, les domaines employant des esclaves étaient encore rares. A vrai dire, comme dans l'ensemble de l'Amérique Latine, l'esclavagisme à Piura était très lié à la culture de la canne à sucre. Il n'est donc pas étonnant de constater que l'*hacienda* Yapatera employait ce type de main d'oeuvre dès le 16<sup>ème</sup> siècle : en 1594 cependant, un

inventaire sommaire ne mentionnait encore que deux esclaves sur ce domaine. D'une manière générale, la discrète apparition de l'esclavagisme à Piura se mesure d'abord à l'aune des négriers qui débarquaient leur cargaison de "bois d'ébène" à Paita.

*Les importations d'esclaves par le port de Paita.*

Depuis le début du 17<sup>ème</sup> siècle au moins, le nombre des esclaves importés depuis le Panama était devenu significatif. Entre 1600 et 1606, 444 esclaves furent introduits par le port de Paita, soit une moyenne de 60 esclaves par année. Après les vêtements et autres effets - *mercaderías* - en provenance d'Espagne principalement, les esclaves étaient déjà en valeur (20 pour cent) la deuxième "marchandise" transitant par Paita<sup>490</sup>.

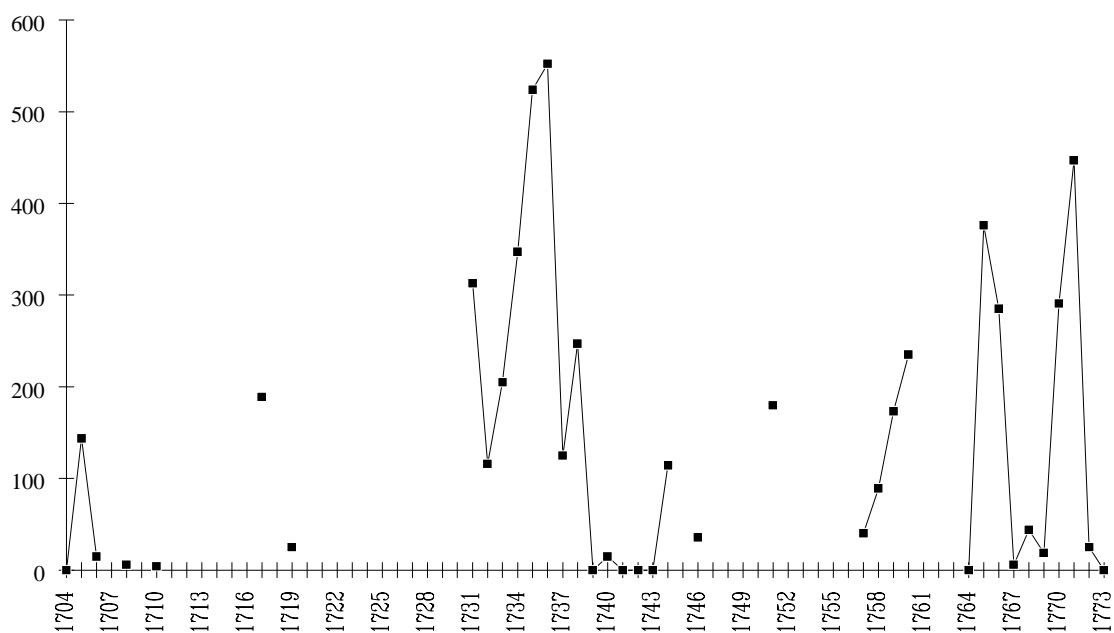
Au 18<sup>ème</sup> siècle, l'importation des esclaves devint de loin le premier trafic en valeur du port. Entre 1731 et 1740, Paita importa en moyenne 244 esclaves par an, bien que cette traite eût été pratiquement interrompue en 1739 et 1740. En valeur fiscale, les esclaves constituaient plus de 50 pour cent des importations. La décennie de 1730 marqua probablement l'apogée de la traite, avec des sommets à plus de 500 esclaves en 1735 et 1736. Par la suite, ce commerce diminua lentement. Entre 1764 et 1773, les négriers n'introduisaient plus que 150 esclaves annuellement dans le port de Paita, ce qui représentait néanmoins encore plus de 30 pour cent de la valeur totale des importations<sup>491</sup>.

---

<sup>490</sup> L. M. Glave, La puerta del Perú : Paita y el extremo norte costero, 1600-1615, dans **Bull. Inst. fr. études andines**, 1993, 22 (2) : 514, 516.

<sup>491</sup> Cf. J. Schlüpmann, Commerce et navigation dans l'Amérique Espagnole coloniale : le port de Paita et le Pacifique au XVIII<sup>ème</sup> siècle, dans **Bull. Inst. fr. études andines**, 1993, 22 (2), p. 546.





**Figure 15 : nombre d'esclaves importés annuellement par le port de Paita, 1704 - 1773.**

Tous les esclaves importés par le port de Paita n'étaient cependant pas destinés aux résidences, savonneries ou *haciendas* sucrières de Piura. Dans son testament de 1682, don Juan de Palacios Manrique indiquait qu'en compagnie de Estevan Carrasco de Balencuela, il avait acquis un lot de 72 esclaves composé de 54 nègres, 16 négresses et 2 *muleques* - esclaves enfants - pour la somme de 24.721 pesos à Panama. Le prix moyen des esclaves adultes avait été fixé à 355 pesos, celui des deux enfants à 275 pesos, mais en raison de divers "défauts" constatés sur certaines pièces, le facteur de l'*asiento* de Pedro de Soto à Panama leur avait accordé un rabais.

Dans cette affaire, don Juan de Palacios apportait deux tiers du capital nécessaire à l'achat et Estevan Carrasco le tiers restant. L'affrètement du navire qui transporta ces esclaves à Paita leur couta 1.150 pesos. Après les avoir été débarqués à Paita, Palacios et Carrasco les revendirent dans les villes de Piura, Zaña, Lambayeque, Mochumi, Chiclayo. Les deux tiers pour le moins furent cédés à des notables de Zaña, pour des prix qui atteignaient 100 à 300 pesos de plus qu'au Panama. Dix esclaves vendus à l'*alguacil mayor* de Zaña - don Joseph Basquez - rapportèrent en effet un bénéfice de 1.000 pesos, tandis que 7 esclaves vendus au licencié don Francisco de Palma dégagèrent un gain de 2.000 pesos<sup>492</sup>.

#### *L'évolution du nombre des esclaves sur les domaines*

<sup>492</sup> ADP. Joseph de Cespedes, leg. 25, 26 V 1682, f. 60 vta.

Dans les vallées de Piura, l'esclavage trouva son apogée dans la seconde moitié du 18ème siècle : les inventaires des principales *haciendas* esclavagistes mentionnent les plus importantes populations d'esclaves entre 1780 et 1800, et montrent que celles-ci déclinaient au 19ème siècle. L'*hacienda* Yapatera employait 60 esclaves à la mort de son propriétaire don Ygnacio de León y Velasquez vers 1790. Jamais auparavant elle n'en avait concentré autant. Dans la seconde moitié du 17ème siècle, elle avait un court moment dépassé le nombre de 40 esclaves, mais au début du 18ème siècle, elle n'en possédait pas plus de 30. Après le sommet de 1780-1790, sa population d'esclaves déclina puisqu'en 1833, l'inventaire n'en comptait de nouveau plus qu'une trentaine<sup>493</sup>.

**Tableau 107 : évolution du nombre d'esclaves sur l'*hacienda* Yapatera.**

Année	1592	1614	1637	1663	1672	1688	1708	1711	1724	1790	1833
Esclaves	2	12	5	24	47	12	30	28	21	60	32

L'évolution du nombre d'esclaves des *haciendas* Jambur et Saconday dans la vallée du Quiroz confirme ces tendances : pour Jambur par exemple, on constate que le nombre d'esclaves employés augmente jusqu'en 1782, puis diminue régulièrement au moins jusqu'en 1805<sup>494</sup>.

**Tableau 108 : évolution du nombre d'esclaves sur l'*hacienda* Jambur.**

Année	1724	1774	1782	1796	1802	1805
Esclaves	0	17	20	15	6	5

Sur l'*hacienda* Saconday, le nombre des esclaves est en hausse jusqu'à la fin du 18ème siècle. Là encore, on constate que le domaine n'eut recours à ce type de main d'oeuvre qu'à partir de la première moitié du 18ème siècle. Au milieu du 18ème siècle, il utilisait une quinzaine d'esclaves, chiffre qui fut porté à 21 en 1797. Aucune donnée ne nous permet cependant de conclure que ce nombre diminua à partir du 19ème siècle<sup>495</sup>.

<sup>493</sup> Source voir chapitre 5.

<sup>494</sup> ADP. Cor. c. ord., leg. 25, exp. 495, 1724, f. 10vta. ADP. Cor. c. ord., leg. 37, exp. 756, 1774, ff. 92 ; ADP, Alcaldes ordinarios, leg. 151, 1782, f. 134 ; ADP. Int. c. ord., leg. 12, exp. 224, 1796. ADP. A. del Solar, leg. 115, 1805, f. 516.

<sup>495</sup> ADP. A. Rodriguez de las Varillas, leg. 110, 1710, f. 207 vta. ; ADP. S. Jimenez Zarco, leg. 35, 1746, f. 60 ; ADP. M. de Valdivieso, 1759, f. 25 ; ADP. Cor. c. ord., leg. 37, exp. 756, 1774, ff. 92-100vta ; ADP. Int. c. ord., leg. 14 exp. 253. 1797.

**Tableau 109 : évolution du nombre d'esclaves sur l'hacienda Saconday.**

Année	1709	1746	1759	1774	1797
Esclaves	0	10	15	16	21

L'hacienda Monte de los Padres, composée des terres de San Martin, Solumbe, Charanal, Santa Ana et qui se nommait d'ailleurs Santa Ana avant la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, employait 45 esclaves en 1800. Quatorze années plus tard, elle n'en comptait plus que 28. De même, les inventaires successifs de l'hacienda Somate font état de 16 esclaves en 1757, puis de 27 esclaves en 1803 et 17 esclaves en 1815. Ceux de Serran et Casapite montraient qu'en 1721 le domaine employait un seul esclave, sept en 1760, deux en 1779 et un seul en 1790. Sur Llanta, l'annexe sucrière de l'hacienda Olleros, on dénombrait 21 esclaves en 1761 et 8 seulement en 1820<sup>496</sup>. Ces exemples soulignent encore qu'avant le 19<sup>ème</sup> siècle, la population esclave des haciendas était en baisse.

Sur l'hacienda Sancor, l'augmentation du nombre des esclaves au 18<sup>ème</sup> siècle se fit irrégulièrement en raison d'une succession difficile après le décès de don Isidro Alejandro de Valdivieso en 1748. Les esclaves furent répartis entre les héritiers et le domaine en très mauvais état, resta sans main d'oeuvre pour terminer la coupe de la canne<sup>497</sup>. L'hacienda ne fut recapitalisée qu'après son rachat par doña Maria et don Joseph Gomez Moreno en 1758. A la mort de don Joseph Gomez Moreno en 1767, elle n'employait pas moins de 34 esclaves. Mais, cette fois encore, le décès de l'hacendado et les problèmes de succession qui suivirent lui furent funestes. Entre les mains du dépositaire général et à l'état d'abandon, elle ne comptait plus que huit esclaves en 1793 et même plus que six en 1802<sup>498</sup>.

**Tableau 110 : évolution du nombre d'esclaves sur l'hacienda Sancor.**

Année	1689	1740	1748	1756	1758	1763	1767	1793	1802
Esclaves	0	12	19	9	7	28	34	8	6

<sup>496</sup> ADP. A. del Solar, leg. 113, 1802, ff. 57vta ; ADP. Int. c. ord. leg. 36, exp. 683, 1814 ; ADP. Cor. c. civ., leg. 32, exp. 667, 1757, f. 62 ; ADP. Int. c. ord., leg. 23, exp. 414, 1803, f. 39 ; ADP. GPM c. ord., leg. 3, exp. 50, 1822 ;

<sup>497</sup> ADP. Cor. c. ord., leg. 32, exp. 661, 1754. En 1750, l'exécuteur testamentaire soulignait la ruine du domaine et sa dépendance de l'activité sucrière, donc des esclaves : "*la notoria mortandad de caballos y yeguas que probino de la común y general epidemia que en los meses proximos pasados conspiro a esta especie de animales [...], la abansada y crecida edad de los esclavos, haciendose por esta razon quasi inservibles, la carencia de erramientas y el ningun fomento en los precisos menesteres con que se facilita el beneficiado de la caña, unico renglon de utilidad*", ADP. Cor. c. ord., leg. 29, exp. 611, 1748.

<sup>498</sup> ADP. D. Valencia, leg. 128, 1689, f. 300 ; ADP. Cor. c. ord., leg. 29, exp. 611, 1748 ; ADP. Cor. c. ord., leg. 32, exp. 659, 661, 1754, 1756 ; AEP, Col. civ. leg. 4, exp. 45, 1763 ; ADP. Cor. c. ord., leg. 34, exp. 722, 1767 ; AGN. Aud. c. civ., leg. 319, cuad. 2909, 1793 ; AGN. Aud. c. civ., leg. 21, cuad. 224, 1802.

Indirectement, les registres de notaires décèlent aussi un affaiblissement du système esclavagiste bien avant l'année de l'abolition en 1854, mais plus tardivement que les inventaires des domaines. Pour le 18ème siècle, il est difficile d'établir le nombre de ventes à partir de registres sans index et dont les premières ou dernières pages manquent souvent. Au 19ème siècle, les notaires - particulièrement Manuel Rebolledo - plus méticuleux, confectionnaient la plupart du temps une table des actes qui rend plus sûr le décompte des ventes ou des affranchissements d'esclaves.

Cependant, les ventes d'esclaves étaient-elles toutes enregistrées devant le notaire ? La question peut se poser dans la mesure où les registres de l'*alcabala* - taxe sur les ventes - dénotent des variations importantes par rapport aux registres des *escribanos*. En 1788, par exemple, l'*alcabala* recensait la vente de 35 esclaves alors qu'une année auparavant les notaires n'en avaient noté que 16. A l'inverse cependant, l'*alcabala* n'en comptait que 24 en 1812, les notaires 54 en 1810.

**Tableau 111 : nombre d'esclaves vendus et affranchissements enregistrés à Piura.**

Année	Nb. d'esclaves vendus	Nb. d'affran- chissements
1727	13	1
1787	16	6
1802	44	9
1805	50	5
1809	49	5
1810	54	13
1826	30	8
1839	8	3
1840	1	1
1842	3	4
1845	7	6
1846	3	4
1847	3	2

Source: ADP. Escribanos, 1727-1847.

Grosso modo, on constate que le nombre des ventes d'esclaves à Piura atteint son apogée durant la première décennie du 19ème siècle et reste élevé jusqu'aux années 1820. Sur les *haciendas* sucrières, le nombre d'esclaves a tendance à diminuer dès la fin du 18ème siècle. Mais d'après l'intensité des échanges, le marché des esclaves en ville ne s'affaiblit que vingt ans avant l'abolition, lorsque les ventes devinrent insignifiantes et furent rattrapées par les affranchissements. Ce fut apparemment la demande en esclaves domestiques qui continua de faire vivre le trafic de la main d'oeuvre noire de moins en moins employée dans l'agriculture. Le recensement de 1840 montre en effet que plusieurs familles de grands propriétaires possédaient plus de 10 esclaves domestiques employés dans

les résidences de Piura, mais pratiquement plus d'esclaves sur leurs *haciendas*. Au milieu du 18ème siècle, ce rapport était généralement inversé.

L'évolution du prix des esclaves peut-elle expliquer le plus intense usage que les hacendados firent de cette main d'oeuvre au milieu du 18ème siècle ?

### *L'évolution du prix des esclaves*

Essentiellement deux types de sources permettent d'évaluer le prix des esclaves sur la place de Piura depuis la fin du 16ème siècle jusqu'en 1854. Les deux posent problème. En premier lieu, il y a les registres de notaires déjà cités : comme nous l'avons indiqué, l'absence d'index rend impossible dans ce cadre le dépouillement complet des registres (il faudrait feuilleter l'ensemble des folios manuscrits). Les actes enregistrés par les notaires ont pour eux qu'ils donnent en principe le prix réel de vente de l'esclave (et en outre son âge et son origine). Après 1780, cette source est complétée par les registres de l'*alcabala*, d'utilisation facile et exhaustive pour une année lorsqu'ils existent. Deuxième source : les inventaires chiffrés des biens de grands propriétaires fonciers en possession d'esclaves. Les valeurs indiquées ont le désavantage de ne pas être des prix de vente. A l'inverse, ces inventaires permettent de considérer des populations - très jeunes ou très vieilles - qu'on ne retrouve pas dans les ventes. Comme les registres, ils détaillent l'âge, les qualités et défauts, parfois l'origine des esclaves.

Les quelques chiffres fournis par les registres des notaires et ceux de l'*alcabala* n'autorisent guère qu'une seule conclusion : entre la fin du 16ème siècle et le début du 19ème siècle, le prix nominal d'un esclave tend à la baisse de manière significative. Dans les premières décennies du 17ème siècle, on peut admettre que le prix moyen d'un esclave adulte et valide se situe autour de 450 pesos, atteignant parfois 600 pesos. Au milieu du 18ème siècle, le prix moyen se fixait aux alentours de 400 pesos et au début du 19ème siècle à moins de 350 pesos. Même les esclaves les plus appréciés ne dépassaient alors plus les 500 pesos. Alors que la valeur des domaines et des terres se multipliait, la main d'oeuvre esclave devenait plus accessible, son prix s'abaissant de 20 à 30 pour cent<sup>499</sup>.

---

<sup>499</sup> Nous considérons que dans le long terme et jusqu'au milieu du 19ème siècle, l'inflation du peso est négligeable (voir chapitre 4)

**Tableau 112 : prix moyen d'un esclave d'après les registres de notaires et la taxe de l'alcabala.**

Année	Nb. de ventes relevées*	Moyenne des prix	Moyenne des âges
1590	2	610	20
1604	8	460	36
1611	3	425	20
1620	7	421	17
1622	5	478	23
1647	3	357	32
1715	6	306	24
1722	3	442	20
1741	5	425	24
1748	6	400	24
1759	5	420	19
1760	5	435	24
1772	5	400	23
1776	34	317	?
1788	35	413	?
1812	24	340	?
1820	42	316	?

\* non exhaustif pour l'année. Source : ADP. Escribanos, 1590-1772 ;

Ce constat général peut-il être affiné en examinant le prix des esclaves recensés par les inventaires ? A sa mort, don Geronimo de Sotomayor possédait 24 esclaves, parmi lesquels deux n'avaient que trois ans d'âge et huit avaient soixante ans et plus. Ensemble, ils furent estimés valoir près de 9.000 pesos en 1667, soit un prix moyen de 375 pesos. Une esclave de trente ans était évaluée à 650 pesos, alors que les nourrissons ne valaient que 170 pesos. En 1680, les six esclaves domestiques de don Diego de Saavedra Rangel étaient au total estimés à 2.400 pesos, soit 400 pesos en moyenne. Au nombre de sept, ceux de l'exécution testamentaire de doña Juana de Albújar dépassaient 485 pesos en moyenne en 1681, l'un d'eux valant même 700 pesos<sup>500</sup>.

En 1710, les vingt esclaves domestiques de don Matheo Gonzales de Sanjines ne valaient en moyenne qu'à peine 300 pesos : il faut dire qu'on y dénombrait six enfants en bas âge<sup>501</sup>. En 1757, don Carlos del Castillo détenait 21 esclaves, dont six domestiques et quinze employés dans la savonnerie et sur les domaines. Trois de ces esclaves ne furent même pas évalués vu leur âge et leur "inutilité". Le prix moyen des 18 autres ne dépassait pas 200 pesos<sup>502</sup>.

<sup>500</sup> voir les inventaires des biens de don Geronimo de Sotomayor, de don Diego de Saavedra Rangel et de doña Juana de Albújar en annexe.

<sup>501</sup> ADP. Cor. c. ord., leg. 22, exp. 441, 1710.

<sup>502</sup> voir inventaire des biens de don Carlos del Castillo en annexe

Dans la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle, l'esclave reprend de la valeur. Les trente trois esclaves des *haciendas* Saconday et Jambur étaient appréciés à 300 pesos "pièce" en 1774 ; les dix-neuf esclaves de Malacasí à environ 250 pesos en 1780 ; les 57 esclaves de Yapatera à 300 pesos en 1792 ; les 45 esclaves sur Santa Ana à 350 pesos en 1800 ; enfin les 27 esclaves de Somate à 325 pesos en 1803.

A partir de 1810-1820 cependant, la chute reprend : les huit esclaves de Somate ne valaient en moyenne plus que 235 pesos en 1815, les 32 esclaves de Yapatera moins de 200 pesos en 1833, les 16 esclaves domestiques de don Francisco Escudero 150 pesos en 1848<sup>503</sup>.

D'après les inventaires, la valeur des esclaves fut particulièrement élevée au 17<sup>ème</sup> siècle, tendant même encore à augmenter vers 1680. Dès la première moitié du 18<sup>ème</sup> siècle, elle diminue nettement, accréditant l'idée que l'esclavagisme s'est normalisé, qu'une adéquation s'est établie entre le niveau des importations et la demande des *haciendas* sucrières.

Vu les prix, l'esclavage était donc un régime d'exception au 17<sup>ème</sup> siècle : quatre ou cinq esclaves n'étaient en effet pas loin de valoir un petit domaine. Au 18<sup>ème</sup> siècle ce rapport avait changé : il fallait alors additionner des dizaines d'esclaves pour atteindre la valeur des plus petites *haciendas*.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, la valeur de l'esclave diminua rapidement et ce en dépit de l'interdiction de la traite sur l'océan Atlantique. Malgré un prix au moins deux fois moindre qu'un siècle et demi auparavant, les *hacendados* n'investissaient plus ce capital humain sur leurs domaines, diminuant d'autant une demande de toute manière pratiquement comblée par les naissances d'esclaves dans la région.

#### *Les principales haciendas esclavagistes.*

Sur toute la période coloniale, d'après les inventaires que nous avons pu retrouver, une douzaine d'*haciendas* seulement exploitèrent plus de 10 esclaves à la fois. Essentiellement attachée à la production du sucre, la population d'origine africaine fut implantée dans les *huertas*, les vallées de cours d'eau donnant sur le Piura, mais aussi dans la vallée inférieure du Quiroz. Dans la vallée du Chira, seules les *haciendas* Somate et Tangarará eurent véritablement recours à la main d'oeuvre noire.

---

<sup>503</sup> voir inventaires en annexe.

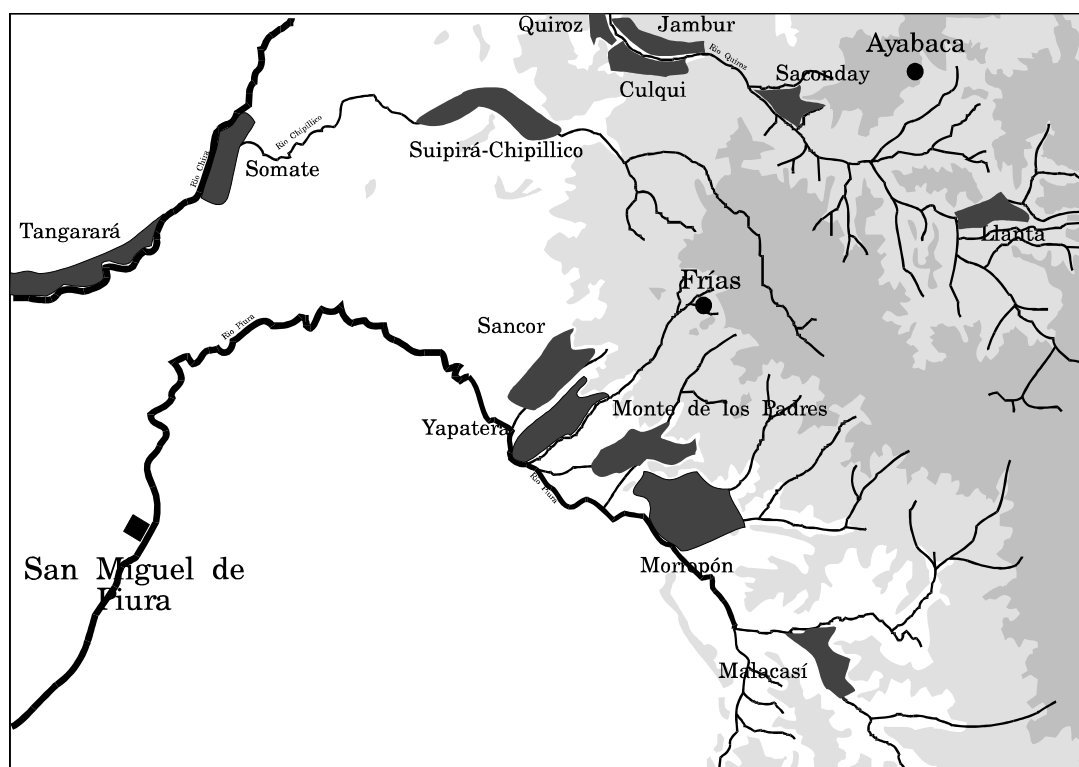


Figure 16 : haciendas employant plus de 10 esclaves au 18ème siècle.

Avec plus d'une cinquantaine d'esclaves à la fin du 18ème siècle, l'*hacienda* Yapatera fut sans conteste le principal domaine esclavagiste de la région. Tardivement, l'*hacienda* Monte de los Padres et le domaine de Chipillico et Suipirá vinrent lui faire concurrence en employant plus de 40 esclaves chacun au début du 19ème siècle. Par le nombre d'esclaves qu'elle exploitait en 1767 (34), l'*hacienda* Sancor pouvait se considérer le quatrième domaine esclavagiste de Piura, mais, abandonnée à la fin du 18ème siècle, elle ne gardait plus que quelques vieux esclaves en 1803. En 1769, l'*hacienda* Sancor était évaluée au total à 20.427 pesos. Les 28 esclaves - estimés à 9.800 pesos - constituaient alors près de 50 % de la valeur du domaine.



**Tableau 113 : les esclaves de l'hacienda Sancor en 1769.**

nom	âge	valeur*	nom	âge	valeur
Francisco Zambo	40	300	Maria Cangoa	30	500
Santiago Congo	28	500	Josepha	6	300
Antonio Congo	25	500	otra Josepha	5	300
Francisco Congo	30	500	Patricia	3	250
Otro Francisco Congo	30	500	Lucas	1 ½	200
Gabriel Congo	25	500	Sans nom	nouveau né	100
Pedro Congo	30	500	Maria Jesus Conga	30	500
Maria Solis	30	450	Maria Viviana, enceinte	25	500
Miguel	10	400	Manuela	60	200
Petrona	5	300	Cathalina mulata	45	350
Maria del Carmen Mandinga	40	400	Maria Segunda mulata	7	300
Maria Rosalia	5	300	Ursula	1 ½	200
Maria Jesus	2 ½	250	Joseph Cruz	1 mois	100
Pedro	1 ½	200	Juan Navarro	40	400

Source: ADP. Corregimiento c. ord., leg. 34, exp. 722. 1790. \* Valeur en pesos

L'hacienda Morropón employa elle aussi précocement plus d'une trentaine d'esclaves au début du 18ème siècle, mais n'en comptait plus qu'une dizaine au début du 19ème siècle. Enfin, parmi les domaines esclavagistes du Haut-Piura, comptons encore l'hacienda Malacasí avec 22 esclaves en 1780.

Dans la vallée du Quiroz, trois domaines occupèrent plus de dix esclaves : les haciendas Saconday et Jambur en employèrent jusqu'à une vingtaine, l'hacienda Quiroz seize au moment de son apogée.

Dans le Chira, l'hacienda Somate occupait 27 esclaves et l'hacienda Tangarará 19 esclaves en 1803. Les inventaires des autres domaines de la vallée ne mentionnaient pas de cette main d'oeuvre.

**Tableau 114 : les principales haciendas esclavagistes de Piura au 18ème siècle.**

Hacienda	année	Nb. esclaves	valeur des esclaves	valeur de l'hacienda.	%
Morropón	1705	31	?	?	?
Olleros-Llanta	1761	17	?	?	?
Quiroz	1765	16	?	?	?
Sancor	1767	34	?	?	?
Jambur	1774	17	5.100	10.513	49
Saconday	1774	16	4.800	17.041	28
Malacasí	1780	20	5.250	9.640	54
Yapatera	1792	57	17.100	36.449	47
Santa Ana	1800	45	15.750	36.436	43
Chipillico-Suipirá	~1800	40	?	?	?
Somate	1803	27	8.575	52.978	16
Tangarará	1803	19	?	?	?

Source: BN, ms. cronológico 1761, C4128; AEP. Col. c. civ. leg. 4, exp. 45, 1763 ; ADP, correg. c. ord., leg. 34, exp. 705, 1765; Correg. c. ord. leg. 37, exp. 756, 1774, f.

92 ; Correg. c. ord. leg 36, exp. 747, 1776; Correg. c. ord. leg. 34, exp. 717, 1766;  
 Escribano Antonio del Solar, leg. 113, 1802, f. 57 vta.

La plupart des autres *haciendas* exploitèrent tout au plus trois ou quatre esclaves au moment de l'apogée de l'esclavagisme, mais abandonnèrent cette forme d'exploitation dès le début du 19<sup>e</sup> siècle. Par exemple l'*hacienda* Coloncolon et Culucan (vallée du Quiroz) possédait 4 esclaves en 1745, mais aucun en 1804 ; l'*hacienda* Libin et Aranza, 3 en 1783, aucun en 1789 ; l'*hacienda* Pariamarca et Sapse en détenait 4 en 1744 aucun en 1779 ; l'*hacienda* Chapica 3 en 1778, aucun en 1802 ; l'*hacienda* Bigote 2 en 1735, 6 en 1776, aucun en 1779. Les grands domaines de la *sierra* n'occupèrent pour leur part que rarement de la main d'oeuvre esclave. Les comptes et inventaires successifs de l'immense l'*hacienda* Congoña ne mentionnèrent jamais plus d'un esclave. L'*hacienda* Samanga qui cultivait pourtant une vingtaine de carrés de canne, n'employait aucun esclave en 1789. De même l'*hacienda* Pariguanás n'en occupait aucun en 1767 et l'*hacienda* Pocluz n'en comptait qu'un seul en 1761. Malgré un terrain parfois propice à la culture de la canne, les propriétaires fonciers estimaient apparemment que le climat tempéré de la montagne ne convenait pas au mode d'exploitation esclavagiste.

Dans le Haut et Moyen Piura, on peut donc estimer que le nombre des esclaves avoisinait 200 dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle. Dans la vallée du Quiroz, où outre les *haciendas* Saconday, Jambur et Quiroz, seules les domaines de Culqui, Llanta et Coloncolon comptaient encore des esclaves, ceux-ci ne devaient pas atteindre le chiffre de 80. Dans le Chira, ils furent certainement moins d'une cinquantaine. En somme, au moment de son apogée, la population esclave des domaines de Piura ne dépassait qu'à peine 300 âmes.

Ainsi, par le nombre d'esclaves y travaillant, même les plus importantes exploitations sucrières de la région de Piura n'atteignaient pas, et de loin, la taille des grandes sucreries des Antilles ou même celles des provinces péruviennes voisines de Lambayeque ou de Lima. A Lambayeque, six *haciendas* au moins employèrent plus d'une centaine d'esclaves au cours du 18<sup>e</sup> siècle, sans parler des grandes propriétés des Jésuites, qui telles La Villa à Lima en 1771 ou l'*hacienda* de San Regis à Chinchá en 1770, exploitaient respectivement 433 et 302 esclaves<sup>504</sup>.

A Piura, l'utilisation de la main d'oeuvre servile en général ne prit d'ailleurs jamais les proportions que connurent les îles de la Caraïbe, le Brésil ou le sud des États-Unis. A Saint Domingue, par exemple, Jacques Cauna estimait à 500.000 le nombre d'esclaves en 1791, contre une population de Blancs et d'affranchis qui ne dépassait guère 60.000, soit dix esclaves pour un homme libre. Au Brésil, dans la région de Bahia les esclaves

---

<sup>504</sup> Pablo Macera. **Haciendas Jesuitas del Perú**. p. 84.

représentaient plus de 30 pour cent de la population vers 1816, dans le sud des Etats-Unis plus de 33 pour cent en 1830 et en Jamaïque même plus de 86 pour cent en 1832<sup>505</sup>. A Piura, le recensement de Martinez de Compañon en 1783, nous l'avons vu, ne mentionne pas plus de 14 pour cent de noirs et de mulâtres - dont une bonne partie était d'ailleurs des libres<sup>506</sup>.

#### LES JOURNALIERS ET AUTRES SALARIES DES GRANDS DOMAINES

Les inventaires des grands domaines nous permettent assez aisément de suivre l'évolution de l'esclavagisme dans l'agriculture de Piura. Il n'en est pas de même des salariés de ces domaines. La mobilité des journaliers et aussi des régisseurs ne permet pratiquement pas d'évaluer leur nombre. Apparaissant pour quelques mois, parfois une année ou deux sur les comptabilités des *haciendas*, les *peones* et *concertados* sont insaisissables dans leur ensemble. Seule l'énumération détaillée de leurs dettes à la suite d'un inventaire après décès permet quelques rares fois d'en avoir la liste et les salaires pour une *hacienda*. Plus qu'à l'évolution de leur nombre, nous nous intéresserons donc aux variations de leurs salaires et à l'importance que le salariat prit par rapport aux autres formes de travail.

#### *Peones, concertados et yanacunas.*

Dans le chapitre 4, nous avons constaté que les *yanacunas* et *concertados*, c'est-à-dire les employés en principe libres du domaine, prenaient lentement la relève des *mitayos* à partir de la seconde moitié du 17ème siècle. Dès le début du 17ème siècle cependant, quelques Indiens, de la *sierra* essentiellement, travaillaient pour un salaire sur les noyaux des exploitations espagnoles : c'est ce que révèlent très parcimonieusement les registres de notaires.

---

<sup>505</sup> J. Cauna, **Au temps des isles à sucre**. S. B. Schwartz, **Sugar plantations in the formation of brazilian society. Bahia, 1550-1835**. p. 463.

<sup>506</sup> Martinez de Compañon, Trujillo del Perú [1786], tomo 1, 1978.

Dans la première moitié du 17<sup>ème</sup> siècle, en raison du manque de main d'oeuvre, les grands propriétaires préféraient encore fixer l'embauche des Indiens par contrat. Ces contrats passés devant notaire sont les premiers documents à nous renseigner sur les conditions de travail et les salaires en vigueur à Piura. En 1620, par exemple, Pedro Quixaque, Indien de Huancabamba, était employé comme *molinero* et *yanacona* dans le moulin de Sondor. En présence de don Antonio de Tineo, *teniente de corregidor* de la *sierra*, le propriétaire Francisco S. de M... lui offrait un salaire annuel de 15 pesos, une couverture, une chemise neuve, deux *varas de cordelate* pour pantalon, la nourriture et s'obligeait à le soigner en cas de maladie. Quinze années plus tard, en 1635, ces salaires n'avait pas évolué puisque Pedro de Arevalo embauchait dans les mêmes termes, Francisco Acano, Indien d'Ayabaca, pour son *estancia* de Guamba. Le contrat entériné en présence du "protecteur des naturels" Lucas Guaca Mexia, stipulait toutefois en plus que le propriétaire avait l'obligation d'enseigner la foi chrétienne à son employé<sup>507</sup>.

En 1647, un Indien de Guarmaca réclamait son salaire annuel à Benito de Rivera pour avoir gardé des troupeaux de vaches et de mules sur l'*hacienda* de Chipillico : ce salaire s'élevait à 30 pesos. Un autre Indien, d'Ayabaca lui, réclamait 15 pesos d'arriérés<sup>508</sup>. La même année, la compagnie d'élevage de Pedro Rodriguez de Albújar avait, quant à elle, recruté un Indien *yanacona* pour 60 pesos par an et lui avait versé 30 pesos d'avances<sup>509</sup>.

A partir du milieu du 17<sup>ème</sup> siècle, les contrats devaient être fixés oralement puisque ce type de document n'apparaît plus dans les archives. Il faut donc avoir recours aux comptabilités d'*haciendas*, pour connaître l'évolution des salaires et d'une manière générale la condition des travailleurs.

Entre le premier août 1667 et le 28 août 1669, la comptabilité des *haciendas* Tambogrande et Somate montre ainsi que 8 Indiens et un mulâtre libre furent employés sur les domaines du défunt Geronimo de Sotomayor. Sa veuve doña Sara de Vargas affirmait avoir dépensé au total 893 pesos pour rémunérer ses employés. Le salaire annuel des *yanaconas* et de Nicolas, le mulâtre libre affecté aux *corrales*, s'élevait à 50 pesos. D'autres employés obtenaient entre 4 et 11 pesos par mois. Enfin 223 pesos furent déboursés pour payer des journaliers intérimaires. Ces salaires, relativement élevés comparés à ceux des

---

<sup>507</sup> ADP. Pedro Muñoz de Coveñas, leg. 57, 1635, f. 32: "*En la ciudad de San miguel de Piura en nueve dias del mes de febrero del año de 1635 ante mi el escrio. Puco. [...] parecio un yndio que dijo llamar Francisco Acano y ser natural del pueblo de Ayabaca de esta jurisdiccion en presencia de Lucas Guaca Mexia protector de los naturales de este partido dijo que de su libre y espontania voluntad se quiere concertar y conierta con Pedro de Arevalo para servir le de yanacona en la estancia de Guamba de ganado vacuno y cria de mulas que esta en el distrito del dicho pueblo de Ayabaca por tiempo de un año.. por precio de quinze pesos de a 8 reales... tambien tiene que darle si esta enfermo ademas de enseñar le la doctrina cristiana*".

<sup>508</sup> ADP. Cor. c. ord., leg. 6, exp. 77, 1647.

<sup>509</sup> ADP. Cor. c. ord., leg. 6, exp. 82, 1647, f. 212-221.

époques ultérieures confirment que les grands domaines d'élevage et l'industrie du savon manquaient de main d'oeuvre au milieu du 17<sup>ème</sup> siècle<sup>510</sup>.

En 1709, l'inventaire après décès des biens de Luis de Saavedra révélait les ajustements de comptes de plus d'une cinquantaine d'hommes qui travaillaient pour le domaine de Pariguanás. Parmi ceux-ci on dénombrait 22 *concertados* dont 18 sur Pariguanás et 4 sur Pacaypampa, 3 *mitayos*, 18 journaliers et une dizaine d'*arrieros* ou hommes de main. Les comptes montrent que la plupart des salaires des 18 *concertados* de Pariguanás ne servaient qu'à diminuer le montant des avances reçues et n'étaient donc pas versés en main aux intéressés.

**Tableau 115 : les *Concertados* sur l'*hacienda* Pariguanas en 1709.**

Nom	Occupation	salaire en pesos
Gonzalo Carguatocto	Baquero de la baqueria de San Pedro de Alcantara, concertado	25
Juan Bautista	Concertado de ayudante de mayordomo	30
Francisco de Campo	Mayoral de la <i>hacienda</i> , concertado	25
Juan Lloclla	Ayudante de baquero de la baqueria de Rangrallo, concertado	20
Simon Lloclla	Baquero de San Joseph de Rangrallo	25
Bernabe Lloclla	Baquero de Floreser el Biejo	25
Diego Quispe	Baquero de San Pablo	25
Miguel Nauca	Baquero de la baqueria de San Diego	30
Gaspar Yamuca	Concertado de la baqueria de Pechugis	25
Miguel de Ysaguire	Baquero de la baqueria de Pariguanás	35
Juan Charua	Concertado en la <i>hacienda</i>	25
Silvestre Reña	Concertado	25
Augustin Cuenca	Concertado de ayudante del mayoral del trapiche y cañaveral	25
Juan Chachapoyas	Baquero de Floreser Nuevo	25
Miguel Pariaton	Concertado por baquero de Coleta	25
Juan de Arevalo	Concertado baquero de la baqueria de Yñampampa	25
Antonio Garcia	Baquero de la baqueria de San Joachim	25
Juan Chuquiguanca	Concertado de mayoral en el trapiche nombrado mi señora Santa Ana	40

Source: ADP. Corregimiento causas ordinarias, leg. 21, exp. 421, 1709, f. 62.

Le montant des dettes de l'ensemble de la main d'oeuvre employée par l'*hacienda* Pariguanás s'élevait à plus de 3.800 pesos : 47 des employés du domaine étaient endettés, certains pour plus de 300 pesos et 6 seulement furent crédités d'une petite somme. En

<sup>510</sup> ADP. Cor. comp., leg. 44, exp. 910, 169, ff. 143-144 : "*Rason de lo que yo Doña Sarra de bargas albacea y tenedora de bienes de don Jeronimo de sotomayor alcalde Provincial e pagado a los yndios yanaconas ayudante de corrales gastos de yndios sueltos en las haciendas de lengas desde Primero de agosto de seiscientos y sesenta y ciete hasta veinte y ocho de agosto de este presente de seiscientos y sesenta y nueve...*"

moyenne, le personnel de l'*hacienda* était endetté de 72 pesos. Très tôt, les grands propriétaires appliquèrent le système de l'*enganche* pour retenir la main d'oeuvre sur leurs domaines. En avançant des petits effets, des vêtements, parfois de l'argent, en payant le tribut et en ne réglant le solde qu'en fin de contrat, les propriétaires fonciers évitaient aussi des débours monétaires trop important. Dès 1680, Diego de Saavedra Rangel indiquait par exemple que le régisseur de Pariguanás pouvait être payé avec les 500 pesos avancés sur les salaires des Indiens au service de l'*hacienda*<sup>511</sup>.

Selon un contrat d'affermage de 1728, l'*hacienda* Mancora employait 11 Indiens et un esclave. L'endettement des Indiens s'élevait à 2.488 pesos soit plus de 226 pesos chacun<sup>512</sup>. En 1753, à la mort de Julian Valdez, propriétaire des terres de Lancones (Chira), 17 Indiens et métis lui étaient redevable de 473 pesos<sup>513</sup>. En 1755, l'*hacienda* Matalacas employait 14 Indiens *peones* qui ensemble devaient près de 2.000 pesos à l'*hacendado*<sup>514</sup>. En 1800, les 15 *peones* de l'*hacienda* Culcapampa devaient au total 391 pesos 1 réal à leur employeur, soit 26 pesos en moyenne par *peon*<sup>515</sup>.

Cette situation n'était toutefois pas générale à Piura. Au début du 18ème siècle, la majorité des employés de l'*hacienda* Chulucanasne semblait pas avoir de dettes puisqu'ils furent effectivement payés. La veuve du capitaine Francisco Guerrero, rémunéra ainsi 28 personnes, dont le *mayordomo*, le *mayoral*, des bergers, des *mitayos*, entre 1711 et 1712. Au total, elle dépensa 733 pesos pour la main d'oeuvre, dont 195 pesos en salaires non réglés par son défunt époux pour les années précédant son décès. Deux cent cinquante quatre pesos servirent à rémunérer les *mitayos*, 166 pesos les *mayordomos*, 90 pesos pour les *mayorales*, et 223 pesos les *yanaconas*, *peones* et divers autres employés du domaine.

---

<sup>511</sup> ADP. Joseph de Cespedes, leg. 24, 1680 : "*y asi mismo señalo para la paga del dicho mayordomo quinientos pesos que asta San Juan proximo benidero deste presente año deven los yndios anaconas y indios sirbientes de la dicha estancia de Pariguanas y la del sitio de Pillo de dichas haciendas y los deven por aver los ydo pidiendo a quenta de sus salarios*".

<sup>512</sup> ADP. Sebastian Jimenez Zarco, leg. 33, 1728, f. 110.

<sup>513</sup> ADP. Cor. c. ord., leg. 31, exp. 657, 1753 : exécution testamentaire de Julian Valdez.

<sup>514</sup> ADP. Int. c. ord., leg. 38, exp. 725, 1816, f. 103vta.

<sup>515</sup> ADP. Int. c. ord., leg. 19, exp. 332, 1800.

**Tableau 116 : les salaires sur l'hacienda Chulucanas en 1712.**

Occupation	en pesos
<i>Mayordomo</i>	70
<i>Mayoral</i>	30
Berger (mitayo)	24
Gardien de la <i>collona</i> (mitayo)	24
<i>Molinero</i>	20
Gardien du troupeau de brebis	20
Gardien du troupeau de juments	20
Surveillant du Moulin	20

Source : ADP. Cor. c. ord., leg. 23, exp. 450, 1713, f. 91

En 1805, en raison de l'inventaire après décès des biens de son propriétaire, l'hacienda Pillo ajustait les comptes avec ses salariés et journaliers. A cette époque, l'hacienda employait un *mayordomo*, un *mayoral*, 6 *baqueros*, 1 *yeguarizo* et 8 *peones* (au journal de deux réaux). Le *mayoral* percevait un salaire annuel de 25 pesos, soit précisément la somme que recevait le *mayoral* de Pariguanás un siècle plus tôt. A part le régisseur et le *mayoral*, tous étaient endettés auprès de l'*hacendado*. L'un des vachers étant malade, on ne put ajuster ses comptes. Pour les autres, le montant total des dettes s'élevait à 531 pesos 6 réaux. En moyenne, ces employés étaient donc endettés de 14 pesos chacun. Mais de l'un à l'autre, cette somme variait fortement : ainsi le *baquero* José Chiquiguanca devait plus de 130 pesos, alors que le *peon* Juan Libia ne devait que 7 réaux et demi. Si l'on considère que les salaires des vachers ne dépassaient pas 20 pesos, José Chiquiguanca était théoriquement lié pour au moins 7 années encore à l'hacienda. Juan Tocto, le *peon* le plus endetté, devait 88 pesos à l'hacienda soit 352 journées de travail à 2 réaux par jour<sup>516</sup>.

Le cas du domaine de Casapite confirme la stabilité des salaires jusqu'aux premières décennie du 19ème siècle. En 1811, il employait deux *regadores*, un *baquero* et un *yeguarizo*. Ce dernier percevait annuellement 24 pesos de gages soit là encore pratiquement le même salaire que les vachers de Pariguanás en 1709 ou les manadiers de Chulucanas en 1712<sup>517</sup>. Les salaires élevés - 45 pesos par an - de l'hacienda Jaguay Negro (vallée du Chira) qui employait au moins 5 *peones concertados* en 1785 sont une exception au 18ème siècle. De toute manière, ils ne reçurent jamais cette somme qui fut consommée en avances et paiement du tribut.

Les indications de rémunération des journaliers sont encore plus rares que les mentions de salaires à l'année. En 1711, sur l'hacienda Yapatera, le mulâtre Sebastian Nuñez, *concierto baquero* - c'est-à-dire vacher -, obtenait un journal d'un réal. Dans la

<sup>516</sup> ADP. Int. c. ord. leg. 26, exp. 482, 1805, f. 38vta : "*Razon de los Peones existentes q<sup>e</sup> tiene la hazienda de Pillo y quedan con sus cuentas ajustadas asta fin de Junio de 1805*".

<sup>517</sup> ADP. Int. c. ord., leg. 40, exp. 771, 1818.



savonnerie de Francisco de Vilela, deux *peones* étaient rémunérés 3 réaux par jour et deux "maîtres coupeurs de savon" - *maestros cortadores de javon* - 5 réaux par jour. Sur l'hacienda Jambur, les coupeurs de canne percevaient 2 réaux par journée de travail en 1796. Les *yanaconas* de l'hacienda Janque (*sierra*, sud de Huarmaca) ne touchaient eux qu'un réal de journal en 1797. Dans la savonnerie d'Armestar, les *peones* qui apportaient l'eau, la chaux et le bois de chauffe étaient payés 2 réaux et demi par jour. Les bucherons, - *cortador de leña* - étaient eux rémunérés 4 réaux à la journée<sup>518</sup>. Que conclure ? L'absence de données suivies ne permet pas de dégager une tendance. Il ressort tout au plus de ces quelques chiffres que les journaliers des savonneries étaient mieux payés que ceux des domaines. Gardons nous aussi de prendre ces chiffres à la lettre : Sebastian Nuñez, le mulâtre de Yapatera n'était-il pas beaucoup mieux rémunéré avec son réal que l'Indien de Janque qui après avoir travaillé 109 jours pour 13 pesos 5 réaux, se voyait retirer 7 pesos 7 réaux de tribut pour les 3 semestres durant lesquels il avait résidé sur l'hacienda.

Sur toute la période coloniale, seule la comptabilité de la succession de doña Micaela de Saavedra nous a permis de détailler les modes de rémunération d'un certain nombre de salariés. Entre 1796 et 1802, l'hacienda Jambur, propriété de la défunte Micaela, employa plus d'une trentaine de journaliers et plusieurs *mayordomos*. L'état de leur solde, détaillé sur le registre de l'hacienda, fut adjoint aux comptes de la succession<sup>519</sup>.

Hormis la place de régisseur, l'hacienda sucrière offrait essentiellement deux emplois : celui de *peon regador* - chargé de l'irrigation - généralement rémunéré par un salaire annuel, celui de *peon de tarja* - coupeur de canne - payé à la journée. Certains *regadores* percevaient 25 pesos par an, d'autres obtenaient une parcelle de terre à cultiver et sur laquelle ils pouvaient aussi élever du bétail mais ne recevaient que 20 pesos par an. Les coupeurs de canne quant à eux étaient nourris et payés 2 réaux la journée. Entre 1796 et 1802, l'hacienda employa de plus en plus de *peones contingentes* - journaliers temporaires - pour lesquels le régisseur n'ouvrait même pas de compte, probablement pour faire face à la baisse du nombre de ses esclaves (15 esclaves en 1796, 6 en 1802). En 1796, le régisseur ne paya en effet que 6 pesos et demi au total à 4 d'entre eux, 26 pesos 1 réal à sept d'entre eux en 1797 et 42 pesos 5 réaux à six d'entre eux en 1801.

---

<sup>518</sup> ADP. Corregimiento, c. ord. leg. 25, exp. 494, 1724 ; ADP. Int. c. ord. leg. 13, exp. 247, 1797 ; ADP. Int. comp., leg. 46, exp. 848, 1799, f. 342-369 vta.

<sup>519</sup> ADP. Int. c. ord., leg. 13, exp. 235, 1796, f. 1-10.



**Tableau 117 : les salaires sur l'hacienda Jambur, 1796-1802.**

occupation	salaire
<i>Mayordomo</i>	50 pesos/an
<i>Peon regador</i>	25 pesos/an
<i>Peon regador</i> (sans aliments, mais avec droit sur un lopin de terres)	20 pesos/an
<i>Peon regador</i> (nourri)	18 pesos/an
<i>Peon de tarja</i>	2 réaux/jour
<i>Peon contingente</i>	2 réaux/jour

Source : ADP. Int. c. ord., leg. 13, exp. 235, 1796, f. 5-10

L'évolution du compte de l'Indien Francisco Pergues Cunyaranche illustre les modes de paiements sur Jambur. En juin 1796, après avoir été payé 25 pesos comme *peon regador* pour l'année écoulée, son endettement s'élevait à 68 pesos 7 réaux et demi. En juillet 1796, Cunyaranche fut repris avec un salaire annuel de 18 pesos mais avec l'avantage d'être nourri comme les esclaves de l'exploitaton. Très vite sa dette augmenta de nouveau car le régisseur de Jambur paya pour son compte les arriérés de tribut à hauteur de 16 pesos 1 réal et lui avança 2 réaux et demi pour quelques effets. Après avoir encore obtenu pour 7 pesos 7 réaux de tissus et de savon de l'hacienda et avoir reçu son salaire de 18 pesos, sa dette s'élevait à 75 pesos 2 réaux le 8 juillet 1797.

Entre juillet 1797 et août 1798, Cunyaranche travailla 167 jours comme coupeur de canne à 2 réaux par jour et 5 mois 12 jours de *regador* pour 11 pesos 4 réaux recevant au total 53 pesos 2 réaux. Entre temps cependant, le régisseur lui avait de nouveau payé le tribut et avancé des effets pour une somme totale de 31 pesos 3 réaux. Le 15 août 1798, sa dette envers l'hacienda s'élevait donc à 53 pesos 3 réaux.

A partir de cette date et jusqu'en 1802, Francisco Cunyaranche fut pris comme *regador* pour 25 pesos par an avec son fils Andres. En Août 1802, après avoir reçu 100 pesos correspondant au salaire de 4 années et 26 pesos pour 104 journées de travail en sus comme coupeur de canne son endettement s'était réduit à 32 pesos 4 réaux et demi.

Au total, en six années de présence sur Jambur, Cunyaranche perçut 197 pesos 2 réaux pour son travail soit en moyenne 33 pesos par an. Sur la même période, l'hacienda lui avança 160 pesos 7 réaux. La majeure partie de ces avances - environ 110 pesos soit 70 pour cent du total - était constituée de vêtements, de textile, de savon et d'un peu d'argent. Les 30 pour cent restant étaient composés du tribut que le régisseur de l'hacienda payait directement au recouvreur.

Le cas de Cunyaranche est dans l'ensemble représentatif, si ce n'est dans la durée. La plupart des journaliers ne restaient en effet pas aussi longtemps sur le même domaine : Embauché le 26 juin 1796 comme coupeur de canne, Pedro Conde ne resta qu'un peu plus d'un an sur le domaine. Après avoir reçu 8 pesos en vêtements et argent, la malchance fit qu'il perdit un cheval. L'incident éleva sa dette à 24 pesos. Pour rembourser l'emprunt et 6

réaux qu'il perçut encore par la suite, il travailla effectivement une centaine de jours et quitta l'*hacienda* en juillet 1797. Cet exemple montre aussi que l'*hacienda* n'avancait pas le tribut des coupeurs de canne rémunérés à la journée.

On constate donc qu'au moins depuis la fin du 17<sup>ème</sup> siècle, lorsque l'emploi de journaliers et de salariés libres devint plus important et jusqu'à la fin la période coloniale, les salaires n'évoluèrent guère. Depuis le 17<sup>ème</sup> siècle, le journal d'une main d'oeuvre non qualifiée voisinait 2 réaux, tandis que le salaire annuel des *concertados* se situait entre 20 et 25 pesos. Seule différence visible entre les *yanaconas* de la première moitié du 17<sup>ème</sup> siècle et les *concertados* du 18<sup>ème</sup> siècle : les premiers étaient vêtus et nourris tandis que les seconds légèrement mieux payés et parfois nourris, s'endettaient pour acquérir leurs vêtements auprès du domaine.

#### *Les mayordomos : l'encadrement de la main d'oeuvre*

Le *mayordomo* - le régisseur - était souvent le principal personnage de l'*hacienda* en raison de l'absentéisme des propriétaires (en l'absence de contremaîtres, il était même la plupart du temps le seul à encadrer la main d'oeuvre). Mais à l'image des employés subalternes, sa condition variait largement en fonction de sa qualité et de la taille du domaine. Quoi de commun en effet entre un Juan de Mendoza embauché par le propriétaire de l'*hacienda* sucrière Yapatera entre mai et décembre 1628 comme *mayordomo azucarero y melero* pour 200 pesos nourriture comprise<sup>520</sup> et Mathias Manriquez, régisseur de Tiringallo en 1783 pour 42 pesos par an ? Pareillement, la différence de condition est énorme entre Juan Lopez de Orta, régisseur de Pariguanás en 1652, rémunéré par un pourcentage sur les récoltes et les naissances de bétail et Lorenzo Valdivieso "nègre" libre *mayordomo* de Sancor au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle.

Au regard des quelques indications que nous avons pu retrouver, il apparaît que les salaires de régisseur diminuèrent sensiblement entre le 17<sup>ème</sup> et le 18<sup>ème</sup> siècles. Dans le cas de Yapatera par exemple, remarquons que Juan de Mendoza toucha 200 pesos pour seulement 7 mois de service en 1628. En 1711, le régisseur ne recevait plus que 150 pesos et plus que 140 pesos par an en 1728.

De même, le contrat d'embauche du régisseur de Pariguanás en 1652 souligne le régime de faveur dont bénéficiaient ces hommes dans la période de l'expansion des grands domaines. Selon ce contrat, Ana de Valera Torienzo, propriétaire de l'*hacienda*, n'offrait pas un salaire mais une participation aux bénéfices : le sixième des mules nées au cours de l'année, le cinquième des bovins, le cinquième des fromages et de la récolte de maïs et le quart de la récolte de blé. De plus, le régisseur était nourri au frais de l'*hacienda*<sup>521</sup>. Pour

---

<sup>520</sup> ADP. Sebastian Calderón, leg. 23, 1628, f. 90.

<sup>521</sup> ADP. Juan de Morales, leg. 54, 1652, f. 57 vta.

une *hacienda* qui comptait plus de 200 bovins, un troupeau de 400 juments, ces parts étaient appréciables. Ce type de contrat ne se retrouve plus au 18ème siècle. En fait, la condition de régisseur semble bien mieux appréciée dans la première moitié du 17ème siècle : les caractéristiques de l'emploi convenaient alors à des Espagnols qualifiés rémunérés jusqu'à 300 pesos par an. Au 18ème siècle, les régisseurs se recrutaient localement et leurs salaires même pour les plus grands domaines ne dépassaient pas 150 pesos.

**Tableau 118 : les salaires des mayordomos de quelques *haciendas* de Piura.**

<i>Hacienda</i>	Période	nom du régisseur	salaire annuel	
			en pesos	en nature
Yapatera	1628 (7 mois)	Juan de Mendoza ( <i>asucarero y melero</i> )	200*	aliments
Zapote (Tumbez)	1635	Garcia Martinez	300	aliments
Pariguanás	1652	Juan Lopez de Orta	-	1/6 des équidés, 1/5 des bovins, des fromages et du maïs, 1/4 du blé, aliments
Yapatera	1711	?	150	aliments
Chulucanas-Sapun	1712	Christobal Garcia	70	
Savonnerie	1722	Santiago de Silba	200	
Yapatera	1724	Alberto de Medina	140	aliments
Olleros	1737-1743	Alonso Chumacero	130	1 q. de savon, 4 cuirs, 8 @ de graisse
Serran	1780	?	45	
Tiringallo	1783	Mathias Manriquez	42	
Libin et Aranza	1780-1783	José Gregorio Palasios	80	4 bovins
Chococá	1795	?	50	
Savonnerie	1798	Manuel Palacios Toro	150	
Jambur	1799-1803	Anacleto Ubillús	50	+ 10 pesos pour son fils.
Simiris	1812-1817	Bernardo Peña	50	
Somate	1812	Anacleto García	50	
Congoña	1817-1823	don José Carrasco y Echenique	150	

Sources : ADP. S. Calderón, leg. 23, 1628, f. 90 ; ADP. P. Muños de Coveñas, leg. 57, 1635 ; ADP. Juan Adrianzen, leg. 149, 12 III 1722, f. 50 ; ADP. Cor. c. ord., leg. 25, exp. 494, 1724 ; ADP. Cor. c. ord. leg. 40, exp. 832, 1783. ADP. JPI, c. ord., leg. 3, exp.50, 1828, f.36vta.

La feuille de paye de l'un des régisseurs de Jambur montre à quel point sa condition s'apparentait aux journaliers du domaine. Avec un salaire fixé à 50 pesos, il percevait certes théoriquement deux fois plus d'argent par an que ces derniers. Dans les faits cependant, l'outillage et le bétail perdus étant retiré de son salaire, il se retrouvait souvent aussi endetté que ses journaliers. Anacleto Ubillús, par exemple, régisseur de mai 1799 à mars 1803, aurait dû percevoir 192 pesos 5 réaux de salaire. Mais n'ayant pas répondu de la perte de 4 bêches, 5 haches, de machettes, d'autres outils encore et surtout de deux paires de boeufs

estimés au total à 131 pesos et ayant de surcroît reçu des avances en argent et vêtements, on lui décompta 191 pesos 5 réaux et demi. En sa faveur, il ne restait donc que 7 réaux et demi en 1803, qu'on lui refusa sous prétexte qu'il avait mal mené les campagnes de canne à sucre.

Les comptes de la succession de Micaela de Saavedra montrent en outre que l'emploi de régisseur n'était pas plus stable que celui des journaliers : en moins de 7 ans, l'*hacienda* Jambur employa ainsi successivement 3 régisseurs différents<sup>522</sup>.

Malgré des salaires qui tendaient à les rapprocher des employés subalternes des domaines, certains régisseurs de grands domaines parvinrent à s'enrichir et à se différencier de la majorité de la population rurale en devenant propriétaires, certes, non pas de terres, mais de quelques têtes de bétail. Ainsi, Alonso Chumacero qui fut régisseur de Olleros pendant 6 ans : à son décès en 1743, il était propriétaire d'une vingtaine de juments, d'une dizaine de mules, de 20 vaches et de 14 moutons. Le gouffre entre la classe des grands propriétaires fonciers et celle des régisseurs reste cependant énorme : ces derniers pouvaient au plus prétendre devenir une petite bourgeoisie rurale. Les résidences prestigieuses à Piura et les positions au sein du *cabildo* ne leur étaient évidemment pas accessibles.

#### LES TENANCIERS COLONS.

Nous avons déjà souligné à plusieurs reprises l'importance croissante des tenanciers sur les grands domaines. Sur le rôle de l'*alcabala de cabezón*, nous avons constaté que dès 1780, la majorité des contribuables étaient les *colonos*, c'est-à-dire les tenanciers des *haciendas*. De plus, les tenures dans leur ensemble produisaient alors plus que la partie des *haciendas* conduite en faire valoir direct.

Avant la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, aucune source n'est à même d'offrir une mesure générale du nombre de tenanciers par *hacienda*. Le rôle de l'*alcabala de cabezón* vient donc bien à propos mais présente le grand désavantage de ne pas tenir compte des Indiens. Sur la côte et dans les vallées chaudes, où les métis formèrent le principal contingent des tenanciers, il comptabilise assez bien le nombre réel des *colonos* d'*hacienda*. Pour la petite *hacienda* Tiringallo du Haut Piura par exemple, on relève 7 tenanciers sur le rôle en 1780, tandis que l'inventaire après décès des biens de son propriétaire, Juan Guillen en mentionne 8 en 1783, indiquant d'ailleurs que l'un d'eux était Indien. Sur l'*hacienda* Serrán, un inventaire comptait 12 tenanciers en 1760. L'*alcabala de cabezón* en recensait 19 en 1780 : une progression très plausible si l'on tient compte du fait que les baux de ces tenanciers triplèrent entre 1760 et 1811.

---

<sup>522</sup> ADP. Intendencia, c. ord. leg. 13, exp. 235, 1796, f. 3vta.

**Tableau 119 : les tenanciers de l'hacienda Tiringallo en 1783.**

Nom du tenancier	Bail en pesos,,réaux
Juan Chavez	2,,4
Maria Feliz	1,,2
Ciriaco Sata	6,,
Valentin Farfan	1,,4
Paula Monanga	2,,
Luisa Manriquez	2,,
indio Gasparillo	3,,
Celidonia	2,,

Source : ADP. Cor. c. ord. leg. 40, exp. 831, 1783, f. 22.

Dans la sierra par contre, le rôle est bien moins fiable dans la mesure où une bonne partie des *colonos* étaient précisément des Indiens. En 1780, l'hacienda Simiris n'aurait ainsi eu que 8 tenanciers, alors que des comptes établissaient que leur nombre s'élevait à 47 dès 1811. D'une manière générale, on constate d'ailleurs que dans les trois juridictions de la montagne - Ayabaca, Huancabamba et Huarmaca - seules les haciendas Olleros, Pariguanás et Macará (La Tina) auraient compté plus de 20 tenanciers en 1780, chiffres qui semblent assez bas, compte tenu de la taille des domaines de la *sierra*.

A cette époque le rôle de l'*alcabala* suggère que l'hacienda Pillo ne comptait aucun *colono*. En 1840 pourtant, les papiers de la succession de don José Garrido qui avait été propriétaire de l'hacienda, mentionnaient 33 tenanciers qui payaient annuellement 199 pesos. De même, l'*alcabala* ne recensait aucun tenancier sur l'hacienda Congoña en 1780. Et cette fois-ci, les comptes du domaine des années 1766 à 1770 permettent de confirmer ce constat puisqu'ils montrent que l'hacendado ne percevait alors pas de baux de tenanciers. Entre 1831 et 1835 par contre, le régisseur de l'hacienda percevait bon an mal an environ 100 pesos des tenanciers.

**Tableau 120 : nombre de tenanciers de quelques haciendas de Piura selon le rôle de l'alcabala de cabezón de 1780.**

Hacienda	nb. de tenanciers
Tangarará	144
Morropón	137
Chipillico-Suipirá	53
Bigote	40
Santa Anta	33
Olleros	30
Macará, la Tina	28
Malingas	25
Guapalas	22
Malacasí	20

Le grand nombre des tenanciers se concentraient cependant sans aucun doute sur les terres irriguables des *haciendas* de vallée, là où se pratiquait une agriculture intensive. Les *haciendas* Morropón et Tangará du Marquis de Salinas, don Fernandes de Paredes, comptaient ainsi plus de 100 tenanciers chacune dès 1780. Toutefois, il convient d'indiquer que le rôle ne précisait pas sur quelle *hacienda* le tenancier travaillait. Dans le cas de Morropón, les 137 tenanciers exploitaient plus d'une vingtaine de terroirs aux noms différents : tout ces terroirs énumérés à la suite du propriétaire sur le rôle, composaient l'*hacienda* Morropón<sup>523</sup>. De la même manière, nous avons pu établir que l'*hacienda* Chipillico et Suipirá de don Vicente Fernandes de Otero, avait pour le moins 53 tenanciers dont 29 sur Chipillico et 24 sur Suipirá ; que l'*hacienda* Santa Ana dénombrait 33 tenanciers sur ses terres de Charanal, San Martín et Solumbe.

Le rôle de la circonscription douanière de Paita étant bien plus sommaire, les terres sont regroupées par zones dans la vallée du Chira et aucune distinction n'est faite entre propriétaires et tenanciers. Le chiffre de 143 *colonos* pour l'*hacienda* Tangará est donc une approximation : nous avons considéré que le domaine de l'*hacienda* se confondait avec la circonscription de Querecotillo, de Chocán à Mallares, et nous y avons retiré l'entrée correspondant au propriétaire de l'*hacienda*<sup>524</sup>. Pour les autres domaines - Somate, Huangalá, Solana... - où l'on ne peut discerner les terres l'une de l'autre, cette opération se révèle trop aléatoire pour être utilisable. Il faut donc nous contenter de constater que les *haciendas* Jaguay Negro, La Solana tout comme les *haciendas* Somate, Huangalá et Chalacalá comprenaient encore moins d'une dizaine de tenanciers chacune en 1780. En effet, le rôle mentionne 11 inscriptions pour la zone Somate et Huangalá de la circonscription de la Punta ; 13 inscriptions dans la zone dénommée Jaguay Negro, 5 inscriptions pour La Solana et 6 inscriptions pour Lancones de la circonscription de La Solana : au total, seulement 25 inscriptions pour l'espace occupé par les 5 *haciendas*, chiffre auquel il faut retirer les propriétaires - don Miguel Serafin del Castillo pour Somate, Francisco Valdes pour La Solana, plusieurs Garcías pour Jaguay Negro etc..

Entre 1780 et 1810-1820, le nombre des tenanciers continua d'augmenter rapidement. L'*hacienda* Bigote comptait environ 40 *colonos* en 1780, puis 71 en 1819 ;

---

<sup>523</sup> Dans la circonscription de Morropón, les terroirs suivants correspondaient à l'*hacienda* (nom + nombre de tenanciers) : Bejucal 18 ; Buenos Aires 8 ; Cajalobos 14 ; Callejones 1 ; Caracucho 1 ; Carrizal 2 ; Coca 1 ; Corral de Burros 4 ; Corral de en Medio 13 ; Gallega 17 ; Guaquillas 17 ; Guayaquil 4 ; La Gallega 3 ; Maray 5 ; Miraflores 4 ; Morropón 3 ; Moscalá 3 ; Papayal 6 ; Polbazal 3 ; Sanjones 11 ; Seguiones 1 ; Serro Pelado 1 ; Suena el Agua 1 ; Troncoso 11 ; Tutumal 2.

<sup>524</sup> L'*hacienda* de Tangará se serait donc composée des terres (+ nombre des tenanciers) : Cocañira 4 ; El Sause, Guallipira 25 ; Givito, Mallares 6 ; Hda. Nueva, Chocan 15 ; Marcabelica 20 ; Pblo. Nuevo, La Orca 15 ; Querecotillo 37 ; Tangará 8 ; Yllapa, Salitral 14.

*l'hacienda* Sancor 5 en 1780, puis 31 en 1816 ; *l'hacienda* Chapairá 9 en 1780 et 79 en 1821 ; Ocoto 1 en 1780, 14 en 1821. Même si l'on considère que les chiffres de 1780 étaient sous évalués de 20 à 30 pour cent parce qu'ils ne tenaient pas compte des Indiens (les Indiens constituaient près de 30 pour cent de la population de la paroisse de Piura), l'augmentation au cours de ces trente années fut spectaculaire.

*L'hacienda* Yapatera, n'avait que 13 tenanciers en 1780 : 5 à Lagunas, 3 à Chulucanas, 3 à Alita, 1 à Yapatera même et 1 sur Ñacara. De ce point de vue, elle avait donc pris un net retard face à sa concurrente, *l'hacienda* Morropón qui en dénombrait dix fois plus. A cette époque cependant, le propriétaire de Yapatera misait encore sur l'exploitation directe du sucre puisqu'en 1790, *l'hacienda* comptait encore près de 60 esclaves, alors que sur Morropón en 1795, don Fernandes de Paredes affermait même le moulin à sucre, la canne et les esclaves pour 350 pesos seulement - à payer en cassonade - à don Bartholome Quiroga. Le contrat de cet affermage fait d'ailleurs ressortir l'importance des baux de tenanciers, Fernandes de Paredes stipulant clairement que ceux-ci ne faisaient pas partie de l'affermage<sup>525</sup>. Entre la fin du 18ème siècle et le milieu du 19ème, *l'hacienda* Yapatera abandonna elle aussi peu à peu la canne à sucre et multiplia le nombre de ses tenanciers. En 1868, elle en disposait de 159, leurs baux étant supposés rapporter 9.200 pesos par an au domaine.

---

<sup>525</sup> ADP. Ignacio Valdivieso, leg. 153, 1795, ff. 24vta-27vta : "*se entiendan excluidos de dho arrendamientos los q<sup>e</sup> me pagan los havitantes de la hazienda p<sup>r</sup> las chacras q<sup>e</sup> cultivan en ellas y ganados q<sup>e</sup> tienen, pues todos estos arrendamientos con lo demas q<sup>e</sup> se cobrasen de las manadas q<sup>e</sup> pasasen o comiesen en dha Haz<sup>da</sup>, con los que yo tenga p<sup>r</sup> combenientes poner en ella todos han de ser de mi cuenta...*"



**Tableau 121 : l'évolution du nombre des tenanciers et du montant des baux annuels sur les *haciendas* de Piura.**

<i>Hacienda</i>	date	Nb. de tenanciers	Montant des baux/an en pesos
Serrán-Casapite	1760	12	220
Serrán-Casapite	1811	?	700
Simiris	1812	47	151
Sancor	1816	31	?
Bigote	1819	71	642 <sup>a</sup>
Somate	1818	?	188
Chapairá	1821	79	
Locuto	1821	18	
Ocoto	1821	14	
Huangalá	1821	9	
Congoña	1831-1835	?	97
Pillo	1840	33	199
Matalacas	1858-1859	?	340
Yapatera	1867	159	9.200

<sup>a</sup> 346 pesos, 148 caprins évalués à 2 pesos chacun

L'examen des comptabilités d'*haciendas* a déjà révélé la part croissante des baux de tenanciers dans les revenus des grands domaines à partir de la seconde moitié du 18ème siècle. L'*hacienda* Chulucanas par exemple ne percevait pas de baux de tenanciers en 1712. Une estimation des revenus du domaine entre 1783 et 1823, montrait par contre que les tenures constituaient 28 pour cent des recettes du domaine. Ce n'est donc pas une surprise qu'en 1780 le domaine comptait déjà 5 tenanciers sur les terres de Chulucanas même, 5 tenanciers sur son annexe de Pasapampa, 6 tenanciers sur Talaneo et 3 tenanciers sur Sapún, soit pour le moins 19 *colonos* au total. De même, sur l'*hacienda* Serran et Casapite, les baux des tenanciers rapportaient 200 pesos environ vers 1760. En 1811, le montant annuel des affermage avait plus que triplé depuis 1760 et s'élevait à 700 pesos.

En 1780, l'*alcabala de cabezón* ne dénombrait que 21 tenanciers sur l'*hacienda* de Pariguanás et 4 sur l'*hacienda* Solsol. Au milieu du 19ème siècle, les revenus des *haciendas* de Pariguanás et de Solsol, recueillis après le décès de don Francisco Escudero au cours des deux premiers tiers de l'année 1848, se composaient en majorité des affermage de terres, de pâturages et des moulins. Les baux de tenanciers constituaient à eux seuls plus de la moitié des revenus de ces domaines, et en y ajoutant la location des moulins, de pâturages, on atteint même 75 pour cent des revenus. Le bétail, les fromages et autres récoltes obtenus en faire valoir direct représentaient donc tout juste un quart des revenus de ces *haciendas*.



**Tableau 122 : la distribution des revenus des *haciendas* Pariguanás et Solsol en 1848.**

Catégorie de revenus	montant en pesos	%
<i>Arrendamientos</i> de Pariguanás	776,375	47,3
Produit des trois moulins	86,875	5,3
Vente de bétail	354,25	22,2
Vente de fromages et fruits	29,5	1,8
<i>Arrendamientos</i> de Solsol	153,75	9,4
<i>Potreraje</i>	202	12,3
Vente de 12 caprins	21,375	1,3
Vente de fruits	7,375	0,4
		100,0

Source : ADP. JPI. c. ord. leg. 70, exp. 1404, 1848, f. 42-42vta.

En résumé, on peut dire qu'au début du 18<sup>ème</sup> siècle, le métayage n'existait pour ainsi dire pas sur les domaines de Piura. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle que le nombre de tenanciers augmenta de manière importante, d'abord dans les vallées irriguées où ils se comptaient par centaine dès 1780, puis à partir du 19<sup>ème</sup> siècle, sur l'ensemble des *haciendas* de la région. Les grands domaines de la *sierra* ne suivirent toutefois le mouvement que tardivement. Dans le cas de l'*hacienda* Matalacas, les baux de tenanciers représentaient par exemple encore que 18 pour cent des recettes pour les années 1858 et 1859.

Quels étaient le montant des baux et les obligations de ces tenanciers ? En novembre 1821, dans la période agitée des débuts de l'Indépendance, un décret promulgué par le gouverneur de la province de Piura, don Andres de Santa Cruz, sur les droits et obligations des *colonos* des *haciendas*, provoqua une levée de bouclier des principaux *hacendados* de la région. Pour exiger l'application de ce ban, les tenanciers des grands domaines du Haut-Piura, représentés par Isidro Palomino, déclenchèrent un mouvement d'insubordination, presque de rébellion. L'impact de ce décret montre clairement que les baux des tenanciers étaient devenu les principales ressources de l'élite foncière. Il montre aussi que la pression démographique commençait à se faire sentir sur la masse des journaliers et des tenanciers sans terres, de moins en moins capables de résister aux multiples ponctions et abus que leur imposaient les propriétaires fonciers plus libres de choisir parmi une main d'oeuvre abondante<sup>526</sup>.

Ce conflit, l'un des seuls d'envergure entre grands propriétaires fonciers et la masse des "sans terres" vient à propos pour illustrer les conditions de vie des tenanciers. En avril 1822, le *cabildo* de Piura présentait un rapport sur la question au nouveau gouverneur, don Francisco Escudero - l'un des plus grands propriétaires de la région. En substance, ce

<sup>526</sup> Cf. César Espinoza, "Un movimiento agrarista en la Independencia de Piura : los colonos siervos de Morropón-Yapatera, 1820-1825", 1982, CIPCA.

rapport soutenait que la situation des tenanciers ne sortait guère du cadre fixé par l'édit de Santa Cruz et qu'il convenait donc seulement de réprimer quelques abus. En ouverture, il informait toutefois le gouverneur des modalités des contrats entre tenanciers et *hacendados* :

"... les baux entre propriétaires et tenanciers des *haciendas* de ce district sont célébrés verbalement, soit pour travailler un terrain, soit pour faire paître son bétail, ou encore pour habiter et utiliser du bois de chauffage, quelques *algarrobas*, en occasionnant des dépenses supérieures qu'ils ne le feraient en vivant dans le bourg. Dans le premier cas, le tenancier s'acquitte de son loyer en payant annuellement une part en argent et en travaillant un nombre déterminé de jours, habituellement six à huit pour le compte de l'*hacendado*, et trois ou quatre en plus à nettoyer les chemins, à faire passer les cours d'eau aux troupeaux de caprins. Dans le second, il paye une partie en argent ou en bétail même et une partie en effectuant pendant six à huit jours les rodéos du gros bétail du propriétaire et en se chargeant en sus pendant trois à quatre jours d'arracher les herbes vénéneuses, et de creuser des puits pour ses abreuvoirs. Dans le troisième, ils donnent vingt réaux, à savoir huit en argent et 12 en six jours de travail. Enfin, tous sont obligés d'éteindre les incendies de pâturages secs et d'arbres, habituellement occasionnés par leur propre inattention, les piétons ou les bergers des *hacendados*..."<sup>527</sup>.

Comme l'indique le rapport, ces "coutumes" variaient cependant d'une *hacienda* à l'autre, mais aussi selon les conditions climatiques : en effet, pendant les années pluvieuses,

---

<sup>527</sup> Ibid. Annexe III p. 21-22 : "...los arriendos por menor en las haciendas del Partido se celebran verbales entre el propietario y el colono, ó para laborear un terreno, ó para mantener sus ganados ó para habitar aprovechándose de la leña, de alguna algarroba, y abonando mayores gastos de los que podían hacer en las poblaciones. En el primer caso el colono satisface el arrendamiento exhibiendo anualmente una parte de él en dinero, y otro en trabajo de un número determinado de días, que regularmente son seis u ocho, en aquello á que el hacendado lo dedique, y tres o cuatro mas en limpiar caminos y pasar manadas de ganado cabrío por los ríos. En el segundo le paga parte de dinero, o en el mismo ganado, y parte en rodear seis ó ocho días los animales mayores del propietario, y tres ó cuatro más en arrancar yerbas venenosas, y cavar pozos para sus abrevaderos. En el tercero dan veinte reales a saber los ocho en plata, y los doce en seis días de trabajo. Por último, todos están obligados apagar las quemas de pastos secos y árboles que suelen acaecer por descuido de ellos mimos, de los caminantes o de los ganaderos de los hacendados..."

il n'était évidemment pas utile de creuser de puits et à l'inverse, lors des années très sèches, le passage des lits de cours d'eau à sec ne demandait guère d'efforts.

Vers 1820, cinq listes de tenanciers nous permettent d'analyser les montants des baux. Ces listes accompagnaient l'inventaire après décès des propriétés de don Fernando Seminario y Jaime.

**Tableau 123 : les baux des tenanciers de quelques *haciendas* de la côte vers 1820.**

<i>Hacienda</i>	Nb. de tenanciers	Baux en bétail	Baux en pesos	Moyenne bétail	Moyenne argent
Chapairá (1821)	79	124	603,5	1,6	7,6
Bigote (1819)	71	148	346	2,1	4,9
Locuto (1821)	18	77	0	4,3	0
Huangalá (1821)	14	48	0	3,4	0
Ocoto (1821)	9	21	22	2,3	2,4

Source : ADP. GPM. leg. 4, exp. 71, 1822, ff. 3-9 ; ADP. Int. c. ord., leg. 40, exp. 789, 1819, f. 11-12.

Les propriétés de Seminario y Jaime - Chapairá, Locuto, Huangalá et Ocoto - avaient principalement été des *estancias* d'élevage de petit bétail au 18ème siècle. Les caprins et ovins étaient jusqu'alors les seuls produits commercialisés de ces domaines. Lorsque l'industrie du savon entra en crise et que les grands troupeaux disparurent, les anciens bergers de ces domaines et leur famille devinrent probablement les premiers tenanciers à payer un loyer au propriétaire. Ces baux étaient cependant modeste et consistaient en bétail essentiellement. Ils se composaient de 3 à 5 têtes d'ovins ou caprins par tenancier et par année sur les *haciendas* de Locuto et Huangalá où le loyer en argent n'existait pas. Sur Ocoto et Bigote, ils se composaient en partie de bétail et en partie d'argent. Sur Chapairá, enfin, ils se composaient surtout d'argent : la proximité de la ville de Piura offrait-elle un marché qui rendait solvables les tenanciers du domaine ? Notons qu'au 30 juin 1822, 13 tenanciers de Chapairá n'avaient pas payé la totalité de leurs baux de 1821, 3 tenanciers ceux de l'année 1820 et un tenancier ceux des années 1819 et 1820.

La très forte augmentation de la population tenancière à la fin du 18ème siècle et au début du 19ème siècle est un fait majeur de l'histoire régionale. Si en 1780, le rôle de l'*alcabala* énumérait près de 1.200 colonos - et ce sans compter les Indiens - cela veut dire qu'avec leurs familles ils constituaient au moins un dixième de la population de Piura (44.500 habitants vers 1783) dès la fin du 18ème siècle. Leur nombre fut multiplié par cinq à dix fois sur la côte, par deux dans la *sierra* entre 1780 et 1830 : c'est dire qu'il augmentait plus vite que la population globale de Piura. Vers 1830, plus de la moitié des habitants de la région devait être des tenanciers. Cependant, et la réaction à la rébellion de 1821 le montre, malgré leur croissance fulgurante, les tenanciers ne mirent jamais en danger l'intégrité des grands domaines et ne parvinrent pas à imposer des baux plus favorables à leur égard.

## LES RESISTANCES

Notre intention, ici encore, n'est pas d'analyser de manière approfondie les formes de résistances à l'exploitation dans les campagnes de Piura, mais d'utiliser les manifestations de révolte comme indice de l'évolution des rapports sociaux sur les domaines. Il est remarquable qu'aucune rébellion d'envergure ne déchira la région de Piura au cours de l'époque coloniale, alors que de grandes révoltes secouèrent régulièrement les Andes Centrales et du Sud, culminant avec celle de Tupac Amaru en 1780. A Piura, la résistance des Indiens se limita essentiellement à quelques mouvements très locaux.

Selon la liste des révoltes établies par S. O'Phelan Godoy pour le 18ème siècle péruvien, dans la région de Piura, il n'y aurait eu qu'une émeute mineure contre le curé de Huarmaca pour expropriation de terres communautaires en 1758<sup>528</sup>. Cependant, en 1757, les archives de la *Real Audiencia* de Lima révèlent une autre mutinerie d'origine fiscale à Querecotillo. Apparemment, le refus de payer le tribut était motivé par les exactions des lieutenants du *corregidor*<sup>529</sup>. Enfin, on relève encore une tentative de meurtre sur l'*hacienda* Pariguanás en 1798 : 12 Indiens du domaine tendirent une embuscade à un *mayordomo* qui semblait particulièrement cruel. Selon l'information judiciaire, ce régisseur abusait du fouet, punissant d'une centaine de coups les menus larcins, les "emprunts" de mules et les absences au travail<sup>530</sup>.

De même, les archives ne font état d'aucune mutinerie importante d'esclaves. Faut-il attribuer ce constat à la faible concentration de la population d'origine africaine à Piura ?

---

<sup>528</sup> S. O'Phelan Godoy, **Un siglo de rebeliones anticoloniales. Perú y Bolivia, 1700-1783**. pp. 297-307.

<sup>529</sup> AGN. Real Audiencia, c. crim., leg. 11, cuad. 232, 1757, f. 7 : "...en el partido de la Punta en que esta incluso el sitio de Querecotillo no hay [...] poblacion de vecinos de ninguna especie de jentes por que [...] en el de la punta solo hay quatro o cinco ranchos en que havitan algunos yndios que a las orillas del rio, que llaman de la Chira tienen sus tierras de sembras, semillas en propiedad, y otros en arrendamiento ; y en el de Querecotillo sucede lo mismo [...] ...viven en dichas tierras oriando sus ganaditos y cultivando sus chacaritas y los mas yndios tributarios que pagan a los de esta ciudad unos, y otros a Sechura y Catacaos, con el unico consuelo de concurrir a oir missa a una capilla que esta en la Punta con la recid<sup>a</sup> de un sacerdote que tiene puesto el cura de esta ciudad para los sorros espirituales, sin embargo su distar dicho sitio ocho leguas segun afirman los transantes ; y aunque en querecotillo se agregan algunos sambos de malas operaciones, estos no tienen haziento ningun, porque lo mas havitan en los montes, y jaguayes y salen a los sercanos sitios quando necessitan algo, de suerte que los personnas mas continuas en dicho partido son de yndios y gente humilde segun tengo experimentado ; y si respiran? con sus quexas es por que los thinientes los ostilizan quitandoles sus pobres vienes en que con mayor deshorden a procedido D<sup>n</sup> Juan Joseph Toro Verero ocasionando con sus temeridades la fuga de [...] tributos..."

<sup>530</sup> ADP. Int. c. crim. leg. 4, exp. 104, 1798.

Les dossiers criminels ne témoignent que de quelques actions désespérées. En 1707, on relève que des esclaves - *negros bosales* - tuèrent leur propriétaire, le capitaine Alonso Benites Niño et d'autres personnes l'accompagnant au lieu-dit Vicús. En 1808, l'esclave Mariano Valdivieso tua de plusieurs coups de machette le *mayordomo* de Yapatera qui brutalisait son épouse<sup>531</sup>.

Pour les esclaves des *haciendas*, seul le marronage permettait d'échapper à la condition servile. La faiblesse des données ne permet cependant pas d'évaluer l'importance de ce phénomène ni d'en apprécier l'évolution. Il faut donc se contenter des lamentations de quelques propriétaires d'esclaves enfuis :

..j'avais donné toute la liberté au nègre, permettant même qu'il dorme la nuit dans sa propre case, et non content avec cela je l'avais même laissé tout seul sur l'*hacienda* m'absentant avec l'ensemble des manouvriers sans qu'il ne restât une seule personne pour sa garde, sur quoi, profitant de cette absence de toute vigilance et méprisant l'ordre établi, le nègre s'enfuit...<sup>532</sup>.

Après d'infructueuses recherches à Piura, ce propriétaire parvint à savoir que l'esclave s'était réfugié dans la ville de Guayaquil.

Sur l'*hacienda* Yapatera, les esclaves en fuite étaient une constante. Dès 1711, l'inventaire précisait que l'un des 28 esclaves - Lorenzo, créole âgé de 25 ans - était en fuite depuis 6 mois. Au milieu du 18ème siècle, don Ygnacio de León se plaignait lui aussi de la fuite d'un esclave de Yapatera : celui-ci avait brisé les fers qui le retenaient<sup>533</sup>. Bien souvent, ces esclaves étaient repris par des mercenaires payés par les *hacendados*. Par exemple, la comptabilité de l'*hacienda* Congoña montre que 4 pesos furent dépensés pour reprendre un esclave - "nègre congo" - du domaine. Il n'était pas parvenu plus loin que le bourg de Frías. Sur l'inventaire de Culucan et Coloncolon, le notaire indiquait que l'esclave Miguel s'était échappé du domaine mais précisait qu'il avait déjà été repris par le *teniente*

---

<sup>531</sup> ADP. Cor. c. crim. leg. 55, exp. 1112, 1707 ; ADP. Int. c. crim. leg. 67, exp. 1308, 1808.

<sup>532</sup> ..le dio toda libertad al referido negro como diendo le hasta que durmiese en su rancho, y no contento con esta lo deajo solo en toda la hacienda aviendose aucentado de ella con toda la gente de maniobra de un potrero sin que quedase por su guarda persona alguna de cuyo total descuido y menosprecio del formel orden, resulto el averse huido el negro, sin saber por entonces adonde pudiese averse ausentado en medio de que mi parte practico todas diligencias., hasta que por medio de ellas llego a adquirir nota de que se avia traspuesto dicho negro a la ciudad de Guayaquil..."

<sup>533</sup> ADP. Cor. c. ord., leg. 32, exp. 663, 1755 : "digo que un negro mi esclavo nombrado Antonio Bosques alias Cuncobo que compre por escriptura publica a don Francisco Trelles se me uyo de mi hacienda Yapatera quebrantando las priciones en que lo tenia..."

d'Ayabaca, don Luis de Mesones y la Portilla, et remis au licencié don Raimundo Saavedra<sup>534</sup>.

Pour les rares esclaves marrons qui parvenaient à échapper aux hommes de main des *hacendados*, le banditisme était la seule manière de survivre. Cette forme de résistance, dont on ne peut affirmer qu'elle était consciente et contre l'ordre établi<sup>535</sup>, devint un "mal" chronique à Piura dès le milieu du 17<sup>ème</sup> siècle. L'une des premières indications de l'existence de bandes d'esclaves marrons armés nous est donnée par don Geronimo de Sotomayor : il indiquait dans son testament que son frère l'*alferez* don Andres Mendes de Sotomayor avait été tué dès 1638 par des "nègres" marrons qu'il poursuivait dans l'exercice de ses fonctions d'*alcalde provincial*<sup>536</sup>.

Dans les archives, les affaires criminelles traitant du banditisme ne sont toutefois pas très nombreuses. En 1669, Joseph Vasquez de Espinoza, marchand de Quito déposait une plainte pour avoir été dévalisé par des mulâtres et nègres marrons originaire de Trujillo, mais qui opéraient sur l'*hacienda* Yapatera<sup>537</sup>. En 1683, c'était la propriétaire de l'*hacienda* Yapatera même qui dénonçait la collusion entre une Indienne et des esclaves en fuite pour effectuer des vols sur les domaines<sup>538</sup>.

La justice et les fonctions policières étant, par le biais des charges vénales, entièrement entre les mains des grands propriétaires fonciers, les peines infligées dans les campagnes pouvait être expéditive. Selon un acte enregistré dans le livre de Cabildo de Piura en 1740, don Francisco Jorge de Sedamanos, alors *Alcalde de la Santa Hermandad*, fut contraint à payer une amende de 400 pesos pour avoir condamné à mort et exécuté un certain Juan Miguel Crivillero sans en référer à la court du vice-royaume. L'acte rappelait à Sedamanos qu'il devait immédiatement incarcérer ses prisonniers dans la prison de la ville au lieu de les garder sur son *hacienda*, comme il avait l'habitude de le faire. Si la condamnation était exceptionnelle, les procédés employés par Sedamanos devaient l'être moins. Ils montrent en tout cas que les *hacendados* utilisaient leurs fonctions à des fins de police privée<sup>539</sup>.

L'une des affaires de banditisme les mieux documentées est le procès de José Zapata alias Palomo, bandit de grand chemin originaire de Piura qui fut finalement arrêté sur l'*hacienda* Morropón en 1818. Son interrogatoire est la seule source qui ait jusqu'à présent

---

<sup>534</sup> ADP. Corregimiento causas eclesiasticos, leg. 59, exp. 1219, 1759.

<sup>535</sup> Voir Carlos Aguirre, "Cimarronaje, bandolerismo y desintegración esclavista. Lima, 1821-1854", dans **Bandoleros, abigüeos y montoneros...** pp. 139-182. IAA, 1990.

<sup>536</sup> ADP. Cor. comp. leg. 44, exp. 910, 1667, f.12,

<sup>537</sup> ADP. Cor. c. crim., leg. 54, exp. 1026, 1669.

<sup>538</sup> ADP. Cor. c. crim., leg. 54, exp. 1050, 1683.

<sup>539</sup> Libro de Cabildo de Piura, p. 51.

pu nous offrir le récit épique d'une vie de bandit. Il n'était certes pas lui-même un ancien esclave mais sa bande se composait en partie d'esclaves marrons<sup>540</sup>.

José Zapata naquit à Querecotillo dans la vallée du Chira vers 1788. Il fut élevé à Piura dans la maison de don Pedro Trelles, maison qu'il quitta en 1802 à l'âge de 14 ans. Il servit alors pendant 7 années sur les vaisseaux de guerre de la marine espagnole, puis s'installa à Lima dans une gargote où il exerça le métier de receveur. Quatre ans plus tard, après une banqueroute, il devint vagabond, familier des tavernes et des salles de jeux. Ses disputes violentes avec d'autres joueurs lui valurent des ennuis avec la justice qui le jeta finalement en prison pour avoir saigné un soldat. Après quelques années, il parvint à s'échapper, profitant de l'inadvertance des sentinelles.

Il s'associa alors avec trois noirs nommés José Maria Ysquierdo, Manuel Caracortada (Manuel La Balafre), José Villalta et à un Indien nommé Manuel connu aussi sous le nom de Polvora y Bala (Poudre et Balle), tous originaire de Lima. Ysquierdo était un esclave des dames Sorrillos, Manuel Caracortada un "nègre" libre et Villalta un esclave du Brigadier don Villalta. Après avoir été informé par un fonctionnaire du Palais de la monnaie qu'une grande quantité d'argent était sur le point d'être convoyée vers le *Serro de Pasco*, la bande s'installa en embuscade sur le chemin royal menant au *Serro*, au lieu dit Rio Seco, à 18 lieues de la capitale. Le convoi, constitué d'une trentaine d'Indiens *arrieros* et de cinq soldats, fut surpris en cet endroit à six heures du matin et n'opposa aucune résistance. Le butin s'élevait à 60.000 pesos en argent et or, et laissait à chacun plus de 11.000 pesos après rémunération du fonctionnaire complice.

Après cette embuscade qui le rendit fameux, José Zapata se terra à Huachipa à quelques lieues de Lima. Ayant dilapidé son butin en moins d'une année, il se réfugia avec Ysquierdo à Piura vers 1816. Il y séjourna d'abord chez sa soeur à Querecotillo. Pendant un an, il fut alors négociant en cuirs de cabri, coton et eau de vie entre Amotape, Querecotillo et Piura. Malgré leur notoriété, les deux bandits ne furent jamais inquiétés par les autorités. Au contraire, leur renommée fit que, en deux occasions le commandant don Francisco Javier Fernandes de Paredes grand *hacendado*, propriétaire de Morropón et Tangará, requit leurs services. La première fois, don Francisco et le supérieur du couvent de la Merci désiraient les employer pour intimider et "débarrasser" Piura d'un moine apostat du couvent. Ils refusèrent, déclarant ne pas vouloir s'en prendre à un religieux. La deuxième, ils furent employés pour installer de manière musclée l'autorité de don Francisco, nommé commandant de l'esquadron d'Amotape, sur des troupes qui n'acceptaient pas l'investiture de leur nouveau chef.

En fait, l'élite locale ne les épargna plus à partir du moment où ils en vinrent à dévaliser les *haciendas*. Après un premier vol peu fructueux dans une résidence située rue San Francisco de Piura, Zapata, Ysquierdo et deux complices s'en prirent en effet à

---

<sup>540</sup> ADP. Int. c. crim. leg. 15, exp. 443, 1818, f. 14vta-28.



*l'hacienda* Culqui de don Sebastian Garrido. Ils avaient appris que Garrido y tenait une boutique de textiles et vêtements et y gardait son argent<sup>541</sup>. Après s'être assuré que *l'hacienda* était sans défense, ils s'y présentèrent à la tombée de la nuit trouvant don Garrido assis sur sa véranda entouré de quelques *serranos*. Deux esclaves officiaient dans la cuisine. La prise de *l'hacienda* ne se fit pas sans mal. Avant de parvenir à ligoter le propriétaire et son personnel avec un *sepo*, Zapata eut en effet le temps de se prendre un coup de poignard. Après avoir dévalisé la *casa hacienda*, et malgré la blessure de Zapata, butin en main, la bande chevaucha toute la nuit jusqu'au lieu dit Las Playas à 20 lieues de Culqui. Là, ils partagèrent leur prise et se séparèrent, Zapata et Ysquierdo s'en retournant à Querecotillo.

Dans une région qui comptait alors moins de 50.000 habitants, il était difficile de ne pas être reconnu. Vingt jours plus tard, don Francisco Javier Fernandes de Paredes lui-même organisait une chasse à l'homme avec 150 miliciens armés. Abandonnant Querecotillo, Zapata et Ysquierdo se réfugièrent sur une parcelle de *l'hacienda* Nueva. Mais toujours poursuivis par une centaine d'hommes, ils reprirent leur fuite en direction de Chocán. Sur le chemin, un pauvre métis *sambo* qui menait des melons à Querecotillo et que les miliciens méprirent pour l'un des bandits fut lynché sur place à coup de machettes. Traversant à découvert le rio Chira à la hauteur de Somate, Zapata et Ysquierdo furent surpris et presque abattus par la milice. Ils ne durent leur salut qu'à un cheval qu'ils trouvèrent sur place. Ils parvinrent à s'échapper et se réfugièrent dans les fourrés de *l'hacienda* Yapatera.

La suite est moins glorieuse. Par messenger interposé, Francisco Javier Fernandes de Paredes fit savoir à Zapata que s'il livrait Ysquierdo, l'esclave marron, on ne le poursuivrait plus. Zapata s'empressa de le faire. Il vécut alors reclus sur une parcelle de *l'hacienda* Salitral pendant 8 mois. Le 28 mars 1818, vers 9 heures du soir, il fut finalement surpris à Huaquillas sur *l'hacienda* Morropón, dormant dans un hamac.

On peut déduire de cette accumulation de révoltes individuelles qu'aucun des groupes soumis à l'oppression du système des *haciendas* - Indiens, métis, esclaves - n'était assez consistant et uni pour mettre en danger les acquis des grands propriétaires fonciers. La multiplication des "castes" - Indiens payant le tribut, Indiens exemptés, métis indien, mulâtres libres, esclaves noirs - chacune avec leurs privilèges, permettait de diviser une main d'oeuvre dont le lot ne tendit à s'unifier qu'à partir du 19ème siècle : il n'est alors pas étonnant que la première révolte d'envergure fut le fait des tenanciers, une population qui

---

<sup>541</sup> Outre un exemple de l'origine d'une bande de bandit à Piura, cette affaire confirme deux choses. En premier lieu, la production du coton - commercialisée à petite échelle par Zapata - était encore le fait de tenanciers et de petits cultivateurs dans le Chira au début du 19ème siècle. En deuxième lieu, en monopolisant les ventes sur leurs propres domaines - la boutique de Garrido en est un exemple -, les *hacendados* s'offraient une source de revenus supplémentaire et parvenaient à endetter leur main d'oeuvre.



n'était plus enserrée dans le carcan des communautés et qui devenait bien plus nombreuse que toute la main d'oeuvre directe des domaines.

### c. L'oligarchie foncière et sa mutation rentière.

Les sources font la part belle aux notables et propriétaires fonciers de Piura. Les inventaires, les testaments, les procès tous concourent pour mettre cette élite sur le devant de la scène. L'omniprésence de ses faits et gestes dans le matériel historique ne doit pas occulter cependant sa faiblesse numérique face à l'immense majorité des sans terres.

Pour tenter de définir et de délimiter cette élite, nous examinerons le théâtre du pouvoir local : quels en étaient les acteurs ? Etaient-ils uniquement des propriétaires fonciers ? Et au delà, l'assise foncière était-elle la principale caractéristique de l'oligarchie régionale ? Origine et composition de cette dernière subirent-elles des transformations entre les 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles ?

Puis nous tenterons d'évaluer l'évolution du nombre des *hacendados*. L'inégalité de la répartition de la propriété foncière allait-elle croissante ? Quel fut le moyen d'intégrer la clientèle parentale croissante des propriétaires ?

Enfin, nous reprendrons les inventaires après décès de quelques notables pour mettre en évidence la composition et la distribution des fortunes de l'élite locale et souligner la part croissante de la valeur de la terre dans ces fortunes.

#### L'ACCAPAREMENT DU POUVOIR LOCAL

Depuis le milieu du 17<sup>ème</sup> siècle, après la disparition des *encomenderos*, les propriétaires fonciers accaparaient le pouvoir local. Certes, la charge de *corregidor*, pouvoir exécutif suprême de la région, échut généralement<sup>542</sup> à des fonctionnaires étrangers, nommés directement par le vice-roi, mais toutes les positions intermédiaires revinrent en général à l'oligarchie foncière.

L'analyse des membres du *cabildo* entre 1737 et 1748 montre à quel point le pouvoir à Piura était dominé par les propriétaires fonciers au 18<sup>ème</sup> siècle. En 12 ans, 29 notables siégèrent un temps au *cabildo* qui se renouvelait chaque année et comptait entre 5 et 8 membres. Parmi ces 29 noms, on relève 11 des plus grands propriétaires fonciers. Douze autres étaient de proches parents d'*hacendados*. Seuls cinq noms n'ont pu être liés aux lignées de propriétaires fonciers.

---

<sup>542</sup> Plusieurs *corregidores* nommés à Piura s'y installèrent définitivement et devinrent propriétaires fonciers par la suite : Hernando de Valera au début du 17<sup>ème</sup> siècle, Francisco de Herquecia vers 1730, Christobal Guerreros au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle etc... Quelques *corregidores* enfin, étaient issus de l'oligarchie régionale : don Ygnacio de León y Gastelú, don Mathias de Valdivieso.

D'autre part, si l'on considère que l'apparition de leur nom comme commanditaires dans les registres d'*almojarifazgo* du port de Paita est un indice de leur activité mercantile, on découvre que les deux tiers des membres du *cabildo* ne sont pour sûr pas des commerçants. En effet, on ne recense que dix des *regidores* sur ces registres : seuls 4 y apparaissent de manière moins épisodique. Doit-on conclure que sur 29 *regidores*, 4 représentèrent la corporation des marchands ? De ces quatre, seul Antonio Gonzales de Araujo semble ne pas avoir de liens avec des familles de propriétaires fonciers. Quant aux autres, l'un, Diego de Mesones y la Portilla était gendre d'*hacendado*, le deuxième, Lorenzo Merino de Heredia, fils de propriétaire et le troisième, Joseph Gomez Moreno fit l'acquisition des *haciendas* de Sancor et Malingas.

**Tableau 124 : activités et liens des membres du cabildo entre 1737 et 1748<sup>543</sup>.**

Membres du cabildo entre 1737 et 1748	Alcalde <sup>a</sup>	Propr. <sup>b</sup>	Parent <sup>c</sup>	Almoj. <sup>d</sup>	Origine <sup>e</sup>
Carrión Merodío, Francisco	1746	-	gendre	-	Loja
Céspedes, Francisco Javier de		-	fils	-	Piura
Del Castillo, Miguel		-	frère	1	Piura
Gomez Moreno, Joseph	1748	oui	-	10	Espagne
Gonzales Carrasco, Bernardino	1748	?	fils	-	Piura
Gonzales Carrasco, Joseph Modesto	1743	-	fils	-	Piura
Gonzales de Araujo, Antonio		-	-	9	?
Herquecia, Ignacio Francisco de	1738	-	gendre	-	?
Irarrazabal y Andia, Francisco de		-	fils	-	Piura
Irigoyen y Echenique, Bartholome de	1739,1744	-	-	-	?
Jayne de los Rios, Balthasar	1740	oui <sup>f</sup>	-	-	Piura
León y Velasquez, Ignacio de	1744	oui	-	3	Piura
Merino de Heredia, Lorenzo	1745	-	fils	7	Piura
Mesones y la Portilla, Diego de		-	gendre	13	Espagne
Paula Moreno, Francisco de		-	-	-	?
Peña Montenegro, Francisco de la		-	?	-	?
Quevedo y Sojo, Agustin de	1740	oui	-	-	Piura
Quevedo y Sojo, Joseph de	1738,1745	oui	-	-	Piura
Quevedo y Subiaur, Juan Joseph	1747	?	fils	-	Piura
Rodriguez de Taboada, Juan Gervacio	1741-1743	oui	-	1	Piura
Ruiz Martinez, Juan		-	-	3	?
Ruiz Nieto, Joseph		-	?	1	?
Saavedra Masias, Diego de	1738,1739	oui	-	-	Piura
Sedamanos, Francisco Jorge	1746	oui	-	-	?
Seminario y Saldivar, Manuel de		oui	-	-	Lima
Sojo Olabarietta, Martin Bruno de	1737,1741	-	fils	2	Piura
Sojo, Joseph Joachin de	1747	-	fils	-	Piura
Valdivieso y Céspedes, Juan Joseph		oui	-	-	Piura
Valdivieso, Isidro Alejandro de	1737	oui	-	-	Piura

<sup>a</sup>Propriétaire d'une *hacienda* lors de son passage au cabildo. <sup>b</sup>Lien de parenté avec un *hacendado*. <sup>c</sup>Nb. d'apparitions comme commanditaire dans les cahiers de l'*almojarifazgo*, surtout pour la période 1730-1744, les cahiers n'existant pas pour 1745-1756. <sup>e</sup>Propriétaire d'une savonnerie

La composition du *cabildo* en 1773 souligne de nouveau que les instances du pouvoir local étaient investies par les grands propriétaires fonciers et que ces derniers accaparaient de plus les principales charges vénales - *Alferez Real*, *Fiel Ejecutor*, *Depositario General* - de la région.

<sup>543</sup> Sources : Ricardo V. Garcia(ed.), **Libro de Cabildo de la ciudad de San Miguel de Piura.** ; Schlüpmann Jakob, Commerce et navigation dans l'Amérique Espagnole coloniale : le port de Paita et le Pacifique au XVIIIème siècle, in **Bull. Inst. fr. études andines**, 1993, 22 (2) : 521-549. Voir aussi annexe 2.

**Tableau 125 : les membres du cabildo et leurs propriétés foncières en 1773.**

membre	charges, fonctions	propriétés
Juan Gervacio de Taboada	<i>Alferez Real, alcalde ordinario</i>	La Matanza, Pabur, Chapica
Juan Joseph de Quevedo y Zubiaur	<i>alcalde ordinario de segundo voto</i>	?
Miguel Serafin del Castillo	<i>Regidor fiel ejecutor, juez de solares</i>	Somate, Huangalá
Diego Manuel Farfan de los Godos	<i>Regidor</i>	Pillo, Culqui, Yervas Buenas
Luis de Mesones y la Portilla	<i>Secretario de cartas</i>	Cachiacó
Frontonio Gonzales Carrasco	<i>Depositario general, procurador</i>	Malacasí

Monopolisé par les *hacendados*, le marché du pouvoir peut-il alors être un indice de la santé de l'élite foncière ? Le prix des charges vénales subit-il des fluctuations ? En 1735, une enquête du trésorier don Manuel Beano montrait que la charge de *regidor* s'achetait en général 400 ou 450 pesos. Dans deux cas, son prix ne fut que de 350 pesos (pour don Pedro Muñoz de Coveñas dans la première moitié du 17<sup>ème</sup> siècle et don Juan Antonio Arias de Noguerol au début du 18<sup>ème</sup> siècle) et au cours des années trente du 18<sup>ème</sup> siècle, on constate une légère baisse générale du prix de la charge : petite crise de l'élite ? Dans l'ensemble, la stabilité du prix de la charge de *regidor* confirme cependant une étonnante constance sur le long terme des possibilités financières de l'élite locale.

**Tableau 126 : l'évolution du prix de la charge de *regidor* à Piura, 1695-1795.**

Année	1630	1697	1700	1706	1731	1735	1736	1739	1751	1763	1778
Preis en pesos	500*	450	450	450	400	400	410	350	425	425	425

\* pesos de 9 réaux soit 562,5 pesos de 8 réaux. Source : Relación de Caravantes [1630] dans Maurtua, 1906, t. III, p. 208 ; AGN. C17 Piura, leg. 1-20.

S. Ramírez a souligné à quel point les grands propriétaires fonciers de Lambayeque cumulèrent eux aussi les pouvoirs économiques, politiques et de justice sur l'ensemble de la période coloniale. Entre le 17<sup>ème</sup> et le 18<sup>ème</sup> siècle, elle note cependant une mutation de la classe des *hacendados*<sup>544</sup>. Il en est de même à Piura. En 1714, l'essentiel des propriétaires affichait des titres militaires : un quart des *hacendados* se disait alors "capitaine", seuls deux ou trois étaient des lettrés avec le titre de licencié. Par contre en 1780, pas moins de 7 propriétaires portaient le titre de "docteur". Au cours du 18<sup>ème</sup> siècle, les carrières ecclésiastiques et les études de droit devinrent l'ambition principale des fils de propriétaires fonciers.

Au début du 18<sup>ème</sup> siècle, l'élite régionale était encore régulièrement renouvelée par l'immigration espagnole : un petit quart environ des grands propriétaires mentionnés par la

<sup>544</sup> S. E. Ramírez, *Provincial Patriarchs. Land Tenure and the Economics of Power in Colonial Peru*, pp. 175-180.

«composition» de 1714 sont nés en Espagne. Parmi les plus importants citons : Antonio Rodriguez de Taboada, originaire de Galice ; Felix de Fuentes, originaire de Séville ; José Gonzales Carrasco, originaire d'Estremadure ; José de Villegas y Quevedo, originaire des montagnes de Burgos ; Vicente Gomes Zorilla, originaire de Castille ; Juan Jiménez Zarco...

L'analyse de l'origine des *regidores* de Piura au milieu du 18ème siècle montre encore que sur 21 notables dont on connaît le lieu de naissance, 17 sont originaires de Piura, 2 sont nés en Espagne, un à Loja et un à Lima. Le recensement de 1840 révèle alors que l'immigration espagnole s'est tarie. Neuf des 43 *hacendados* résidant en ville n'étaient pas nés à Piura même : cinq - dont Francisco de Escudero - étaient originaires de Loja, deux de Trujillo, un de Ayabaca et un dernier se disait "porteño". Un quart des grands propriétaires fonciers étaient des femmes. La moyenne d'âge de la profession se situait autour de 42 ans, le plus jeune, don Toribio Vascones y Seminario, n'ayant alors que 14 ans, et la plus âgée, doña Mercedes de León, ayant atteint 90 ans<sup>545</sup>.

Entre le milieu du 17ème siècle et le milieu du 19ème siècle, l'élite de Piura ne subit aucun bouleversement sérieux si ce n'est une lente mutation d'une oligarchie dominée par les valeurs militaires vers une société privilégiant les lettrés. Malgré quelques péripéties politiques mineures<sup>546</sup>, la «bonne» société du Piura coloniale jouit d'une situation particulièrement stable. Son horizon régional fut un trait qui s'accrut au cours du 18ème siècle à mesure que les liens avec l'Espagne s'affaiblissaient. Ce n'est qu'à partir du milieu du 19ème siècle que l'arrivée de compagnies étrangères accompagnées d'immigrants allemands, anglais et italiens, modifia notablement les comportements de l'élite régionale.

#### LE NOMBRE DES GRANDS PROPRIETAIRES FONCIERS

Il est pratiquement impossible d'estimer le nombre des grands propriétaires fonciers avant le 18ème siècle. Ce n'est qu'avec les premières énumérations générales des propriétés foncières de la région comme la «composition» de terres de 1714 ou le rôle de l'*alcabala de cabezón* que l'on parvient à circonscrire la population des *hacendados*. La composition de 1714 émit près de 180 titres de propriété, mais ne fait état que d'une quarantaine de grands propriétaires. En 1780, si de manière restrictive on ne prend en compte que les exploitants qui payèrent plus de 8 pesos pour l'*alcabala de cabezón*, on retient près de 60 grands propriétaires<sup>547</sup>. Cette différence s'explique-t-elle uniquement par les origines très différentes des deux sources consultées ? Ou faut-il réellement constater une inflation - très

---

<sup>545</sup> BN. Ms. Cronológico 1840, D 8161.

<sup>546</sup> Une scission dans le *cabildo* en 1746 !

<sup>547</sup> Rappelons que l'*alcabala de cabezón* ne recensait pas les Indiens. Le nombre des Indiens grands propriétaires était cependant insignifiant (voir chapitre 3).

circonscrite bien entendu - du nombre des grands propriétaires qui correspondrait à une diminution de la taille des exploitations entre le début et la fin du 18ème siècle ?

En examinant l'évolution de la structure agraire, nous avons constaté que les *haciendas* étaient pratiquement restées les mêmes depuis le début du 18ème siècle. Par contre, si quelques uns des *hacendados* possédaient plusieurs grands domaines au début du 18ème siècle, la tendance au cumul diminuait à la fin du 18ème siècle. Dans la «composition» de 1714, on trouve par exemple le capitaine José de Valdivieso y Estrada propriétaire de quatre domaines : Malingas, Locuto, Sancor et Solsol ; le *maestro de Campo* don Antonio Rodriguez de Taboada propriétaire de 5 *haciendas* : Ñomala, Curban, Ocoto, Chapica, Santa Ana ; le commissaire Andres de Urbina propriétaire de trois *haciendas* : Malingas, Terela et Parales. En 1780, ces 12 propriétés se divisaient entre 9 propriétaires. L'inflation du nombre des *hacendados* semble patente. Certes, de nouveaux regroupements s'étaient opérés entre 1714 et 1780, mais les plus grands propriétaires possédaient alors tout au plus deux des domaines importants de Piura. Grosso modo, on peut donc évaluer que le nombre des propriétaires de grands domaines augmenta de 50 pour cent entre le début et la fin du 18ème siècle.

Le recensement de 1840 de la ville de Piura ne dénombre que 43 personnes qui indiquaient être "*hacendado*", sur une population totale de 4.854 citadins. Il fait apparaître que les plus grands *hacendados* vivaient dans la capitale régionale : Francisco Escudero, par exemple, - maître de Pariguanás et Solsol - son épouse, et ses sept enfants ; doña Maria de la Cruz Carrasco et sa fille Jacinta Fernandes de Paredes - propriétaires de Tangarará et Morropón ; la famille Garcia y Coronel et ses 14 esclaves ; Geronimo Seminario et son épouse Manuela Vascones ; don Vicente de León, son épouse Teresa Alba de Lima, leurs neuf enfants dans une maisonnée servie par 14 esclaves ; don Juan de Helguero ; don Ygnacio Checa ; don Thomas Cortez etc...

Tous les propriétaires fonciers ne résidaient cependant pas en "ville". Certains avaient élu pour domicile les bourgs de montagne - Ayabaca, Huancabamba, plus proches de leurs domaines et quelques uns, rares, vivaient même sur leur *hacienda*. Dans l'ensemble, les *hacendados* "ruraux" ne devaient pas être plus d'une vingtaine.

Entre la fin du 17ème siècle et le milieu du 19ème siècle donc, le cercle des grands propriétaires fonciers ne dépassa pas une soixantaine de membres. Une très légère déconcentration de la propriété est notable entre la période de stabilisation des *haciendas* close par la «composition» de 1714 et la fin du 18ème, le début du 19ème siècle. Cependant ce n'est qu'à partir du 19ème siècle que ce mouvement s'amplifia. Certes, dès 1820, doña Ursula de Saavedra avait divisé l'*hacienda* de montagne Olleros en 7 domaines plus petits. Pourtant ce furent surtout les progrès dans l'irrigation mécanique qui valorisant fortement les *haciendas* du moyen Piura et du Chira, permirent le découpage des domaines de la côte en unités relativement moins importantes et donc d'augmenter d'autant le nombre des

propriétaires. Au cours de la période coloniale, pour intégrer une descendance pléthorique - les familles de plus de 10 enfants n'étaient pas rares -, l'élite ne divisa pas les propriétés foncières mais redistribua les revenus des domaines par le système des cens.

#### LES RICHESSES DE L'ELITE REGIONALE.

Comme le souligne la «composition» de 1714, les propriétaires fonciers de Piura étaient enracinés dans leur région : la plupart ne possédèrent jamais de terres à l'extérieur de la juridiction de Piura. Seules exceptions : le marquis de Salinas, don Tomas Fernandes de Paredes, propriétaire de Morropón et Tangarará et de deux *haciendas* dans la vallée du Chancay dans la seconde moitié du 18ème siècle ; don Juan José Carrasco, *hacendado* de Yapatera et Congoña mais aussi de deux autres domaines près de Jaén au début du 19ème siècle. De plus, de tous ces propriétaires, seul l'*hacendado* de La Matanza, don Pedro de Ascurra y Saravia, ne résidait pas à Piura, mais dans la ville de Zaña, Lambayeque. Il est donc relativement aisé de circonscrire les richesses de l'élite foncière. Les inventaires après décès confirment alors que les principales fortunes locales se composaient essentiellement d'importants domaines fonciers.

**Tableau 127 : les fortunes de quelques grands notables de Piura selon les inventaires après décès.**

Date	Propriétaire	Principales propriétés	Montant de la fortune*
1667	don Geronimo de Sotomayor	Tambogrande, Somate, savonnerie.	41.529
1680	don Diego Saavedra Rangel	Pariguanás, Pillo, Culqui, Congoña, une savonnerie.	52.565
1757	don Carlos del Castillo	Somate, Tambogrande, Givito, Chalacalá.	77.461
1774	don Manuel Gomez Sorilla	Saconday, Jambur, Ocoto.	38.001
1777	don Juan Gervacio Rodriguez de Taboada	Pabur-La Matanza, Chapica, Franco, Miraflores, une savonnerie.	71.425
1783	don Diego Manuel Farfan de los Godos	Pillo, Culqui, Yervas Buenas.	30.867
1789	don Ygnacio de Leon y Velasquez	Yapatera, Guapalas.	56.000
1789	don José Merino de Heredia	Samanga, Libin, Aranza.	45.079
1803	don Sylvestre Antonio del Castillo	Somate, la Capilla, Givito, Tambogrande, une savonnerie.	104.000
1805	don José Anselmo Pedemonte	Pillo, Culqui, Culucan, Coloncolon.	55.109
1848	don Francisco Escudero	Solsol, Pariguanás.	67.800
1856	doña Jacinta Fernandes de Paredes	Tangarará, Morropón.	408.808

\* Hors cens grevant les propriétés

Stabilité du nombre et des origines : la composition de l'oligarchie foncière ne se modifia pas. Mais qu'en est-il de leurs biens ? Quelle était nature de ces biens ? Leur composition subit-elle des transformations au cours de l'époque coloniale ?



L'inventaire après décès des biens de don Geronimo de Sotomayor est l'une des premières sources qui nous offre le tableau complet des richesses d'un grand propriétaire foncier de Piura et leur évaluation. Il fait ressortir que les deux tiers en valeur des biens de Sotomayor étaient composés des domaines fonciers, du bétail et de la savonnerie.

**Tableau 128 : la répartition des biens de don Geronimo de Sotomayor en 1667.**

Biens	valeur en pesos	%
Résidence, magasin et effets personnels à Piura	6.855	16,5
Esclaves	8.960	21,6
Savonnerie et tannerie	4.800	11,6
Estancias et bétail	20.913	50,4
<b>Total</b>	<b>41.529</b>	<b>100,0</b>

Source : ADP. Cor. compulsas, leg. 44, exp. 910, 1663-1667.

Voyons le cas de Diego de Saavedra à travers l'inventaire après décès de 1680. Pour sa résidence à Piura, adossée à l'église paroissiale, il avait dépensé 4.100 pesos, auxquels il faut ajouter 120 pesos pour 14 tableaux, 548 pesos pour le mobilier et la vaisselle, et 2.500 pesos pour six esclaves c'est-à-dire plus de 7.000 pesos investis en biens ostentatoires dans la capitale régionale. Ses trois *haciendas* - Pillo, Pariguanás et la moitié de Congoña qui valaient respectivement 15.000 pesos, 11.000 pesos et 8.996 pesos - et une savonnerie évaluée à 10.400 pesos constituaient un capital de plus de 50.000 pesos. La part des «investissements ostentatoires» n'aurait donc représenté que 13 pour cent du total de ses biens ?

La situation du capitaine don Matheo Gonzales de Sanjines - originaire de Medina de Pomar, dans les montagnes de Burgos en Espagne - découvre de nettes différences. L'inventaire après décès de ses biens en 1710 montre en effet que plus de 60 pour cent de la valeur de ses biens se concentraient à Piura en résidences, effets personnels et esclaves domestiques. Quelle était l'origine de ces richesses ? En 1710 en effet, don Matheo ne possédait pas de grande *estancia* ou *hacienda*. Les quelques terres dont il était le propriétaire dans la vallée du Chira ne représentaient que 8 pour cent environ de sa fortune. Devait-il sa situation à la famille des Sojos dont il avait épousé une héritière - Lenor de Sojo - en 1683 ? C'est probable, mais il faut aussi relever qu'à la fin du 17ème siècle, il était le fondé de pouvoir du Conde de Castellar à Piura pour lequel il recouvrait la rente de l'*encomienda* que ce dernier possédait dans la région. En prélevant au passage sa dîme, il fut probablement le dernier *piurano* à bénéficier indirectement de la manne des *encomiendas*. A partir de 1706 enfin, il se consacra à l'élevage de petit bétail et à la production de cuirs et de savon en exploitant l'*hacienda* Malingas et la savonnerie que lui affermaient le licencié don Andres de Urbina pour 1.300 pesos par an. Ces activités expliquent l'importance relative du



petit bétail, des stocks de graisses et de cuirs pour une fortune, somme toute, relativement modeste.

**Tableau 129 : la répartition des biens du capitaine don Matheo Gonzales de Sanjines en 1710.**

Biens	valeur en pesos	%
2 Résidences, effets personnels à Piura	13.521	44,1
20 esclaves domestiques, dont 6 enfants	5.900	19,3
Terres de Nomara dans le Chira	2.500	8,2
Petit bétail	3.680	12,0
1 esclave, outillage sur hda. Malingas	493	1,6
Graisses, cuirs en dépôt	4.538	14,8
<b>Total</b>	<b>30.633</b>	<b>100,0</b>

Source : ADP. Cor. c. ord., leg. 22, exp. 441, 1710.

L'essentiel de la fortune de don Isidro Alejandro de Valdivieso était constitué de son *hacienda* Sancor qu'il avait acquise de son père don Joseph de Valdivieso y Estrada en 1740. Ce dernier l'avait obtenu par dot de son épouse doña Juana Maria de Céspedes Tolosano.

**Tableau 130 : la répartition des biens de don Isidro Alejandro de Valdivieso, 1747.**

Biens	Valeur en pesos	%
Effets personnels, vêtements, argent	1.272	8,0
46 mules de transport	1.085	6,9
<i>Hacienda</i> de Sancor, 8 esclaves, 102 bovins, 45 mules	13.500	85,1
<b>Total</b>	<b>15.857</b>	<b>100,0</b>

Source : ADP. Cor. c. ord., leg 29, exp. 611, 1747, ff. 32-34vta.

Selon l'inventaire après décès, don Isidro Alejandro de Valdivieso ne possédait pas de résidence à Piura. Ses affaires personnelles, ses objets de valeur représentaient toutefois 8 pour cent de sa fortune totale. Parmi les objets les plus précieux qu'il possédait, on trouve un harnachement de mule complet, orné d'argent, évalué à 90 pesos, des étriers en argent estimés à 68 pesos. Outre ses vêtements, on y découvre aussi une paire de pistolets pour 30 pesos, 7 livres pour 17 pesos 4 réaux, un baldaquin pour 30 pesos, des bijoux, des tableaux. Enfin, ces propriétés étaient complétées par 46 mules de transport qui constituaient environ 7 pour cent de la valeur totale de ses biens. Plus de 90 pour cent de la fortune de ce notable était donc constitué d'investissements "productifs".

Don Carlos del Castillo fut, avec don Juan Gervacio Rodriguez de Taboada, le principal éleveur de Piura au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle. Il n'est donc pas étonnant, malgré de nombreux esclaves domestiques, que son ménage et sa résidence à Piura ne comptaient que

pour 9 pour cent environ dans sa fortune. Le bétail constituait à lui seul près du tiers de la valeur de ses biens, les terres et quelques rares infrastructures non loin de la moitié.

**Tableau 131 : la répartition des biens de don Carlos del Castillo en 1757.**

Biens	Valeur en pesos	%
Résidence, meubles, effets personnels, esclaves domestiques.	7.076	9,1
Savon, cuirs, graisses en magasin, esclaves de savonnerie.	10.445	13,5
Terres et principales infrastructures.	33.248	42,9
Bétail.	24.342	31,4
Esclaves d' <i>haciendas</i> .	2.350	3,0
<b>Total</b>	<b>77.461</b>	<b>100,0</b>

Source : ADP. Cor. c. ord., leg 32, exp. 667, 1757, f. 62-77vta.

Si l'on écarte les dépôts de savon, de cuirs et de graisses, la résidence était la principale richesse de don Carlos del Castillo à Piura. Composée d'une salle principale et de 5 pièces, couverte de paille, elle valait tout de même 2.500 pesos.

La répartition des biens de don Manuel Gomez Sorrilla présente des caractères similaires à ceux de Del Castillo. Pourtant ce notable qui mourut à l'âge de 64 ans en 1772 n'était pas un éleveur de petit bétail, mais le principal producteur de sucre de la région. Il exploita en effet Jambur et Saconday, les deux principales *haciendas* sucrières de la vallée du Quiroz. La valeur de ses effets personnels et de sa résidence à Piura représentaient, comme pour Del Castillo, 9 pour cent de la valeur totale de ses biens.

**Tableau 132 : la répartition des biens de don Manuel Gomez Sorrilla en 1774.**

Biens	valeur en pesos	%
Résidence de Piura	3.547	9,3
Terres des <i>haciendas</i>	13.600	35,8
Infrastructures, outillage et bétail	10.954	28,8
Esclaves des <i>haciendas</i>	9.900	26,1
<b>Total</b>	<b>38.001</b>	<b>100,0</b>

Source : ADP. Cor. c. ord., leg. 37, exp. 756, 1774, ff. 92-100vta.

Le cas du savonnier et *hacendado* de La Matanza (futur Pabur), Chapica et Miraflores en 1778 est particulier. Pour don Juan Gervacio de Taboada, la résidence, les terrains urbains et l'ensemble de ses meubles et effets personnels dont sept esclaves domestiques réunis à Piura constituaient plus du quart de la valeur totale de ses biens. La savonnerie, le savon et les cuirs en magasin n'en représentaient qu'un cinquième, l'ensemble des infrastructures, cultures, bétail et de ses domaines qu'un sixième, les terres un tiers. La longévité de ce notable que l'on découvre *alferez real* et siégeant au *cabildo* dès 1737, soit

quarante ans avant sa mort, est-elle la raison de cette accumulation des biens urbains ? A elle seule, sa résidence, flanquée de deux annexes, était estimée à près de 12.000 pesos. Mais le train de vie de don Juan Gervacio était exceptionnel : qui d'autre en effet, put prétendre à un tel palace ou à un carrosse et deux calèches au cours de l'époque coloniale ?

**Tableau 133 : les biens de Juan Gervacio de Taboada à son décès en 1778.**

Biens	valeur en pesos	%
Résidence, avec deux annexes	11.788	16,5
Meubles, argenterie, vêtements, effets personnels, esclaves domestiques.	5.326	7,5
2 terrains urbains	1.022	1,4
1 carrosse, deux calèches	2.000	2,8
1 savonnerie, 2 esclaves	8.000	11,2
Savons et cuirs en magasin	5.355	7,5
Fonds des propriétés	25.920	36,3
Enclos, édifices, moulins à sucre, cultures et esclaves sur <i>haciendas</i>	1.606	2,2
Bétail	10.408	14,6
<b>Total</b>	<b>71.425</b>	<b>100,0</b>

Source : ADP. Cor. c. ord. leg. 38, exp. 777, 1778, ff. 43-50.

L'inventaire après décès des biens de José Garrido décédé en 1840 présente lui aussi une particularité : il révèle qu'outre la résidence à Piura, cet *hacendado* possédait une maison dans le bourg d'Ayabaca, plus proche de ses domaines que la capitale régionale. Cette résidence secondaire ne modifiait pas cependant une distribution classique des biens qui comportaient les *haciendas* Pillo, Culqui et Samba.

**Tableau 134 : la répartition des biens de José Garrido en 1841.**

Biens	valeur en pesos	%
<i>Hacienda</i> Pillo-Culqui	34.408	80,2
<i>Hacienda</i> Samba	2.791	6,5
Résidence d'Ayabaca	234	0,5
Résidence de Piura	4.767	11,1
Esclaves domestiques (Piura)	690	1,6
<b>Total</b>	<b>42.890</b>	<b>100,0</b>

Source : ADP. JPI, leg. 167, exp. 3418, 1844, f. 250vta.

En 1848, le propriétaire de Pariguanás et Solsol, don Francisco Escudero, possédait des biens répartis de la manière suivante : sa demeure à Piura était évaluée à 4.460 pesos, une petite maison annexe à 1.000 pesos, un terrain à 250 pesos, et 16 esclaves à 2.400 pesos. Pour résider dans la capitale régionale, il avait donc immobilisé plus de 8.000 pesos.

Son *hacienda* Solsol représentait un capital de 13.855 pesos, celle de Pariguanás, 45.836 pesos, soit un total de près de 60.000 pesos investi dans les exploitations agricoles, et leur bétail. Comme pour Diego de Saavedra en 1680, ses biens situés en ville ne constituaient que 13 pour cent de l'ensemble de son capital.

De fait, entre la fin du 17<sup>ème</sup> siècle et la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, on constate que la répartition des richesses des grands propriétaires n'évolua pas. En général, la valeur des biens amassés en ville constituaient entre 10 et 15 pour cent du patrimoine, celle des domaines et leurs capitaux entre 85 et 90 pour cent. Seul changement important (nous l'avions déjà constaté en examinant l'évolution du prix des *haciendas*) : la part croissante de la valeur des terres mêmes. Inexprimée au 17<sup>ème</sup> siècle, la valeur des terres constitue près d'un tiers de la valeur des patrimoines à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle.

La répartition des biens de doña Jacinta Fernandes de Paredes en 1856, souligne cette évolution, qui à partir de 1850 va sensiblement modifier la composition des fortunes de l'élite locale : la terre devient la principale richesse de la région. En effet, alors que cette nièce de marquis avait tout de même acquis quatre résidences dans la principale rue de Piura, l'ensemble de ses biens placés dans la capitale régionale constituait moins de 3 pour cent de la totalité de ses avoirs qui s'élevait à plus de 400.000 pesos. La valeur des terres seules de ses domaines, sans l'outillage et le bétail, était estimée à 314.125 pesos, ce qui constituait plus des trois quarts de sa fortune.

**Tableau 135 : la répartition des biens de doña Jacinta Fernandes de Paredes, 1856.**

Biens	Valeur en pesos	%
<i>Hacienda</i> Tangarará	185,000	45,3
Potrero Sojo	10,775	2,6
Potrero La Soledad	4,533	1,1
Bétail	20,353	5,0
<i>Hacienda</i> Poechos y Corral de Bacas	8,468	2,1
La moitié de l' <i>hacienda</i> Jaguay Negro	4,500	1,1
<i>Hacienda</i> Pasur	3,400	0,8
<i>Hacienda</i> Morropón	128,551	31,4
<i>Hacienda</i> San Pablo	32,412	7,9
4 maisons à Piura	10,816	2,6
Total	408,808	100,0

Source: ADP. Escribano Manuel Rebolledo, Expedientes protocolizados, leg. 4, 1856, f. 1995.

Après cette analyse des biens de quelques notables de Piura, le constat s'impose encore une fois : la majeure partie des capitaux régionaux était investie dans la terre. L'élite locale était une oligarchie foncière qui ne comptait que peu de marchands.

Quels furent alors les revenus qui permirent l'élargissement de l'élite créole, puisque les domaines restaient indivis depuis le 17<sup>ème</sup> siècle ? Quelle était la destination réelle du revenu foncier ?

#### **d. Chapellenie et cens : l'élargissement de l'élite coloniale.**

Malgré la concentration excessive des terres dans les mains d'une soixantaine d'*hacendados* seulement, une certaine redistribution de la rente foncière entre les membres de l'élite locale était garantie par les imposantes hypothèques, sous forme de cens et chapellenies, qui pesaient sur les grandes propriétés foncières, mais aussi sur les habitations et les manufactures de Piura.

Reprenons les inventaires, les mutations après décès examinés précédemment. Les biens de Diego de Saavedra Rangel évalués à 52.565 pesos étaient par exemple grevés de 6.902 pesos de cens dont 3.052 pesos sur ses maisons à Piura et 3.850 sur ses domaines. Au total, 13 pour cent de la valeur des biens patrimoniaux de Saavedra Rangel était donc hypothéquée.

En 1722, la succession de don Nicolas de Ribera faisait apparaître que hors dettes, la valeur de son patrimoine s'élevait à près de 24.190 pesos dont 3.915 pesos - soit 16 pour cent - étaient hypothéqués en cens imposés sur les *haciendas* de Matalacas et Chipillico. Les biens de Joseph Gomez Moreno, propriétaire de Malingas et Sancor, évalués à 44.110 pesos étaient quant à eux grevés de 17.340 pesos, ce qui représentait près de 40 pour cent du total. En 1841, l'exécution testamentaire de José Garrido montre que la valeur de ses biens, estimée à 42.890 pesos, était hypothéquée à hauteur de 12.364 pesos - soit près de 30 pour cent - par deux cens sur ses domaines de Pillo et Samba<sup>548</sup>.

#### CENS ET CHAPELLENIES : LE CREDIT A L'EPOQUE COLONIALE.

Selon Jean Piel, seule l'Eglise et quelques très riches commerçants - financiers monopolistes pouvaient fonctionner comme organismes de crédit<sup>549</sup>. A Piura dès le milieu du 17<sup>ème</sup> siècle, quelques familles avaient dégagé grâce à l'industrie du savon, des capitaux qui furent convertis en rentes perpétuelles - *censos redimibles*, *capellantias* -, et offerts à d'autres grands propriétaires, qui insolubles à court terme, hypothéquaient leurs terres. Dans une société où le prêt était prohibé, les cens des ordres religieux et les chapellenies laïques, sous couvert de rentes, devinrent les principales formes du crédit pour les propriétaires fonciers de l'époque coloniale.

---

<sup>548</sup> ADP. Cor. c. civ. leg. 34, exp. 722, 1769 ; ADP. JPI, leg. 167, exp. 3418, 1844.

<sup>549</sup> Jean Piel. **Capitalisme agraire au Pérou: l'essor du néo-latifundisme dans le Pérou républicain**, page 148.

Les intérêts de ces crédits - fixés à partir du 17<sup>ème</sup> siècle à 5 pour cent jusqu'à la fin de la période coloniale<sup>550</sup> - revenaient en général à un descendant de la personne qui avait fondé la chapellenie, à une institution religieuse de Piura ou à un membre de ces institutions, élargissant ainsi la base de l'élite locale. Quelques uns de ces cens rétribuaient le couvent de Loja ou un monastère de Trujillo, et permettaient de financer la carrière de lettré d'un fils de grands propriétaires.

Plusieurs types d'actes notariés permettent d'éclairer les mécanismes de ces crédits à long terme. L'acte de l'imposition de deux cens de 600 pesos de principal sur l'*hacienda* Parales, les terres de la Lura et les maisons de don Antonio de Quevedo y Zeballos en 1735 est à ce titre instructif<sup>551</sup>. Il montre d'abord que ces deux cens, dont bénéficiait le couvent de la Merci de Piura, grevaient précédemment l'*hacienda* Malingas, propriété de doña Maria Fernandes de la Sierra. Il indique aussi que les fondateurs de ces rentes perpétuelles avaient été Lorenzo Velasquez, curé d'Ayabaca décédé vers 1660 et Francisco de Sojo mort en 1695.

En 1735, doña Maria Fernandes de la Sierra, apparemment encombrée de liquidités ou désireuse d'abaisser le montant des intérêts payables chaque année, remboursa le principal de ces deux cens *redimibles* - c'est-à-dire rachetables - au couvent de la Merci. Informé de la disponibilité de ce capital, don Antonio de Quevedo y Zeballos en fit la demande, proposant au couvent d'hypothéquer son *hacienda* Parales, les terres de la Lura et ses maisons.

Selon les dires de don Antonio, Parales était cependant déjà grevée de quatre cens : le premier d'un principal de 2.500 pesos en faveur du dit couvent ; le second de 1.500 pesos en faveur d'une chapellenie "servie" par le licencié don Juan Antonio Gonzales de Sanjines ; le troisième de 2.730 pesos en faveur d'une chapellenie au bénéfice du licencié don Antonio de Castillo et le quatrième de 1.000 pesos en faveur du bachelier don Joseph Pacheco. Au total, le domaine était déjà hypothéqué à hauteur de 7.730 pesos et versait donc annuellement plus de 386 pesos de rentes. Pareillement, la résidence de Antonio de Quevedo était chargée de trois cens, dont le premier de 200 pesos en faveur du couvent de la Merci, le deuxième de 300 pesos en faveur de l'hospice des Franciscains et le troisième d'une chapellenie en faveur de don Luis de Quevedo y Zeballos, le propre fils de don Antonio. Enfin, même les terres de la Lura étaient hypothéquées par une chapellenie de 1.000 pesos en faveur de don Manuel de Sotomayor.

---

<sup>550</sup> En 1614, deux chapellenies grevant l'*hacienda* de Chapica sont à intérêt de *14 mil el milar* ( soit 7,14% ) alors qu'en 1618, lorsque l'*encomendero* Gabriel Perez de Saavedra impose un cens sur son estancia de Pocluz, l'intérêt n'est que de 5%. A partir de cette époque, toutes les rentes hypothéquant les propriétés urbaines ou foncière seront à intérêt de *20 mil el millar*, c'est-à-dire de 5%.

<sup>551</sup> Voir la transcription de l'acte en annexe.

Après trois assemblées, aux délibérations notariées, les moines accordèrent toutefois le cens à Quevedo exigeant "pour plus de sécurité" que Juana de Urbina y Subiaur, son épouse, se portât aussi garante. Quevedo reçut alors la somme comptante sous forme de réaux et s'obligea à payer, annuellement et en deux fois, 30 pesos au commandeur du couvent, tant que le principal n'était pas remboursé.

Parmi les conditions de l'imposition du cens, il faut noter que la vente des biens hypothéqués était soumise à l'approbation des religieux, que Quevedo avait l'obligation de maintenir en état ces biens et que le remboursement du cens devait s'effectuer en deux fractions au plus.

Cet acte révèle que des rentes constituées au 17<sup>ème</sup> siècle par quelques riches bienfaiteurs d'ordres religieux, continuaient de ponctionner les revenus agraires deux cents ans plus tard, en grevant une *hacienda* après l'autre en fonction des besoins en capitaux des propriétaires fonciers.

Pourtant, le cas de Parales l'indique, les cens des ordres religieux n'étaient pas les plus courants. En réalité, la plupart des principaux grevant les domaines étaient des chapellenies laïques qui mettent en jeu trois personnages : le fondateur, le patron et le bénéficiaire.

#### LES BENEFICIAIRES DES CENS ET CHAPELLENIES.

La fondation d'une chapellenie était généralement le fait d'un riche propriétaire foncier désirant assurer une rente à l'un de ses proches pour qu'il puisse devenir un religieux ou suivre une carrière de lettré. Dans la plupart des cas, on découvre l'origine de ces fondations dans les testaments. Rares sont d'ailleurs les testaments des grands propriétaires fonciers qui ne contenaient pas une clause relative à une chapellenie.

Dans son testament de 1672, don Sebastian Fernandes Morante fonda par exemple une chapellenie de 6.200 pesos. Cette somme devait être prélevée sur le cinquième de ses biens et offerte à des propriétaires désireux d'hypothéquer des domaines "sûrs et permanents". Pour bénéficiaire des intérêts de cette somme, don Sebastian nommait le premier de ses enfants que l'on ordonnerait, à défaut le premier de ses petits-enfants puis le premier des enfants de ses beaux-parents et ainsi de suite le plus proche de ses parents<sup>552</sup>. L'obligation des bénéficiaires était de célébrer un certain nombre de messes, d'acquérir des bougies et d'entretenir la flamme de la confrérie du Saint Sacrement. Comme patron de la chapellenie - c'est-à-dire personne chargée de veiller au respect des clauses - don Sebastian

---

<sup>552</sup> ADP. Fernando Gomez Retamal, leg. 32, 1672, f. 30 vta : " y nombro por primer capellan de esta capellania a qualquiera de mis hijos legitimos y de la dicha mi muger el que primero se ordenare como no sea religioso y a falta de estos a mis nietos legitimos y no haviendolos a qualquiera de los hijos del mro. de campo Ysidro de Cespedes y de D<sup>a</sup> Ana de Velasco prefiriendo en unos y otros llamados el mayor al menor y a falta de todos los dichos lo a de ser el pariente mas cercano de los dichos mis hijos..."



désignait en premier lieu son épouse doña Juana de Céspedes, à sa mort, ses enfants et petits enfants "préférant toujours l'aîné au cadet et l'homme à la femme", en cas de disparition de tous ses héritiers, don Ysidro de Céspedes et en dernier recours, les évêques de la ville de Trujillo. Dans ce cas typique, les intérêts du capital étaient contrôlés par les descendants du fondateur de la chapellenie et leur revenait directement.

Dans le testament de don Francisco de Herrera daté de 1695, une longue clause fondait deux chapellenies d'un principal de 4.000 pesos chacune. Les intérêts de la première, 200 pesos par an, devaient en premier lieu revenir à don Bartholome de Céspedes afin qu'il puisse être ordonné. A son décès, cette somme retombait entre les mains de son frère et ainsi de suite, de l'aîné au cadet des enfants du sergent don Joseph de Céspedes et de doña Maria Tolosano. Les intérêts de la seconde étaient destinés aux enfants de l'*alferez* don Nicolas Antonio de Ribera et doña Isabel Maria de Neira, préférant toujours l'ainé au cadet, l'obligation de ces chapelain étant de dire 74 messes chaque année "pour le bien des âmes" de nombreuses personnes<sup>553</sup>. Dans ce deuxième exemple, le fondateur des chapellenies qui n'eut que tardivement un enfant de sa seconde épouse, distribua des rentes aux enfants de ses beaux-parents et de ses amis proches. Ces rentes étaient, elles encore, destinées à encourager les vocations religieuses.

En dernier recours, lorsqu'il devenait impossible de trouver un patron expressément nommé par le fondateur, il revenait le plus souvent au *cabildo* de la ville de Piura d'élire les bénéficiaires des chapellenies. En 1682, don Juan de Palacios Manrique désirait pas exemple que ses héritiers fondent une chapellenie de 3.000 pesos après sa mort. Comme premier patron, il nomma son épouse doña Maria de Ribera, mais en fin de clause il précisait qu'à défaut d'héritiers, il désignait le *cabildo* maître de la chapellenie<sup>554</sup>.

Deux sessions du *cabildo* entre 1737 et 1748 furent d'ailleurs consacrées à l'élection de nouveaux chapelains. Le 4 novembre 1741, le *cabildo* se réunissait pour attribuer 3 chapellenies vacantes après le décès du bachelier don Joseph Pacheco. Composé ce jour là, du *corregidor* don Juan de Vinatea, de l'*alferez real* et *alcalde ordinario* don Juan Gervacio Rodriguez de Taboada, du *depositario general* don Ysidro Alejandro de Valdivieso et de l'*alguacil mayor* don Juan Joseph de Valdivieso - tous, sauf le *corregidor*, grands propriétaires fonciers -, le *cabildo* élit don Manuel Gervacio Rodriguez de Taboada comme nouveau chapelain et en attendant son ordination, le licencié don Antonio Rodriguez de

---

<sup>553</sup> ADP. Domingo Valencia, leg. 132, 1695, ff. 386-414

<sup>554</sup> ADP. Joseph de Céspedes, leg. 25, 1682, f. 66vta. : "... y a falta de todos al *cabildo* secular de esta ciudad para que llegado el caso de bazar la dha capellania por falta de todos los nombrados elijan y nombren capellan que sirva la dha memoria de missas y se continuen y digan segun y como se contienen en esta claussula que para el efecto y lo mas que fueren nessesario le doi a dho cavildo plena facultad y bastante poder...".



Taboada comme chapelain intérimaire. Tous deux étaient frères de l'*alcalde ordinario*, la principale voix du *cabildo*<sup>555</sup>.

Le 13 avril 1746, le *cabildo* se réunissait de nouveau pour attribuer une chapellenie de 8.000 pesos de principal grevant l'*hacienda* de Ñomala. S'opposant au *corregidor* qui désirait nommer un illustre descendant de conquistador mais étranger à la région, les membres du *cabildo* favorisèrent cette fois-ci don Joseph de Irarrazabal y Andía, fils de doña Gerónima Velasquez y Tineo, veuve appauvrie issue de l'élite locale<sup>556</sup>.

A la lumière de ces cas, il n'est donc pas étonnant que les intérêts des chapellenies rémunéraient des chapelains eux-mêmes propriétaires fonciers. L'exemple des chapellenies de l'*hacienda* Pariguanás est significatif : en 1755, le domaine était chargé de 11.550 pesos de cens dont 4.400 pesos en faveur des couvents de la Merci de Piura et Paita. Six particuliers bénéficiaient des intérêts du restant des principaux. Parmi ceux-ci, le licencié don Balthasar Jayme de los Ríos était propriétaire d'une savonnerie ; le licencié don Carlos del Castillo l'un des plus grands éleveurs et propriétaire du moyen Piura ; le licencié don Diego de Adrianzén lui aussi propriétaire de domaines côtiers ; le licencié don Francisco de Sojo, fils du général don Juan de Sojo propriétaire de Tangarará et Morropón<sup>557</sup>.

Une analyse plus systématique des cens et chapellenies chargeant les domaines, à travers les cas d'une vingtaine d'*haciendas* entre 1677 et 1860 montre qu'environ 70 pour cent des intérêts des hypothèques revenaient à des particuliers. Seuls 25 pour cent des principaux appartenaient à différents ordres religieux dont le couvent de la Merci, l'hôpital de Santa Ana et le couvent des Franciscains à Piura ; le couvent des carmélites à Trujillo ; le couvent des soeurs de *Santa Maria de las Nieves* à Loja. Enfin, 4 pour cent des intérêts étaient destinés aux curés des «réductions» de Sechura et Ayabaca.

---

<sup>555</sup> Garcia, Ricardo Vegas (ed.) **Libro de Cabildo de la ciudad de San Miguel de Piura**, p. 65

<sup>556</sup> Ibid., p. 84.

<sup>557</sup> AEP. Col. cap., leg. 7, exp. 75, 1755.

**Tableau 136 : la destination des intérêts des cens grevant les haciendas de Piura.**

Date	Hacienda	Nb. cens	a	b	c	d	e	f	g	Autre	Total
1677	Malingas	4	300		1000				2000		3300
1692	Pocluz	2	2500	225							2725
1696	Somate	2					4000		4000		8000
1698	Malingas	7	600		1000	500			4000	400	6500
1708	Matanza	5		1000			3000		5000	800	9800
1721	Chulucanas	3						1000	3231		4231
1721	Siclamache	6		675		1500			8500		10675
1724	Lengas	4				1100			3500		4600
1735	Parales	4	2.500						5.230		7730
1735	Bigote	4	600						1900	100	2600
1737	Guapalas	7		225					7600		7825
1752	Ñomala	5							14860		14860
1767	Pariguanás	8	5033					1000	11552		17585
1776	Suyo	6			100	1000		2400	550		4050
1814	Pillo	2			2000				12000		14000
1833	Yapatera	6	4000		1310			1000	8725		15035
1855	Salitral	4		900					1600	625	3125
%			11	2	4	3	5	4	70	1	100

a= couvent de la Merci, b= hôpital de Santa Ana, c= couvent de San Francisco, d= couvent de Loja, e=couvent de Trujillo, f= curés des villages de Sechura ou Ayabaca, g=chapellenies laïques.

Ces chiffres qui portent essentiellement sur le 18ème siècle doivent cependant être nuancés. En effet, on remarque qu'à la fin du 16ème siècle et au début du 17ème siècle, la moitié des cens s'établissaient en faveur de l'hôpital de Santa Ana. Que l'hôpital fut l'une des premières institutions ecclésiastiques à bénéficier de capitaux n'est pas surprenant : il bénéficiait directement d'une part du tribut indien. En général, les capitaux avancés par l'hôpital n'étaient pas très importants.

De même, fondé à la fin du 16ème siècle, le couvent de la Merci devint lui aussi très rapidement un bailleur de fonds. En 1642, il délégua le pouvoir de recouvrir 708 pesos d'intérêts de cens et d'affermages en attente à Sebastian Calderón. Parmi les débiteurs, on comptait Ysidro de Céspedes, Gabriel de Saavedra, Francisco de Neyra et Diego de Balera Torienzo pour la chapellenie fondée par Catalina de Alvares ; Diego de Valera pour celle de doña Mencia de Hurtado ; Juan de Vargas et Pedro de Saavedra pour la chapellenie fondée par Crispin Sillero ; Hernando Troche de Buytrago pour celle que sa mère avait fondée ; Diego de Tavera Orejon pour la chapellenie instituée par Catalina Ramirez ; García de Valladolid et Pedro Dias de Arguelles chacun pour une chapellenie encore. Au total, le couvent bénéficiait alors des intérêts de 7 chapellenies et de l'affermage du troupeau de petit bétail qui lui rapportait 240 pesos par an<sup>558</sup>.

<sup>558</sup> ADP. Pedro Muñoz de Coveñas, leg. 59, 1642, f. 192.

Contrairement à l'hôpital de Santa Ana, au début du 17<sup>ème</sup> siècle, le couvent de la Merci percevait surtout les intérêts de cens offerts par les premiers propriétaires fonciers. En fondant une chapellenie en faveur du couvent vers 1617, Crispin Sillero greva sa propre *hacienda* de Yapatera d'un principal de 4.000 pesos. Catalina de Alvares, épouse de Sillero, fit elle aussi une donation pieuse d'un principal qui greva diverses propriétés de notables en besoin d'argent dont les *estancias* Pocluz, Pariguanás, des résidences : ces deux chapellenies représentaient à elles seules plus de la moitié des rentrées totales du couvent.

A partir de la seconde moitié du 17<sup>ème</sup> siècle, les institutions ecclésiastiques de Piura, pourvues de rentrées régulières, reçurent moins de nouveaux capitaux. Les fondations de chapellenies bénéficièrent alors surtout à des particuliers. Ainsi, dans la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle, chaque domaine offrait généralement une rente à deux ou trois membres de l'élite régionale. Cela voudrait dire si l'on reste très conservateur, qu'entre 100 et 150 créoles en dehors des propriétaires fonciers et des religieux des institutions ecclésiastiques bénéficiaient directement des revenus fonciers. Additionnés au nombre des *hacendados*, ces chiffres donnent la mesure de l'élite régionale à l'époque coloniale. S'il ne fait donc aucun doute que le système des cens permit d'agrandir cette élite au cours du 18<sup>ème</sup> siècle, il faut reconnaître que cet élargissement se cantonna à la clientèle parentale des propriétaires fonciers sans jamais intégrer de nouvelles classes sociales.

#### LES CHAPELLENIES ET L'EVOLUTION DE L'HYPOTHEQUE DES *HACIENDAS* ENTRE LE 17<sup>EME</sup> ET LE 18<sup>EME</sup> SIECLE

Les premiers cens et chapellenies grevèrent d'abord les noyau des exploitations agricoles situées dans le Haut-Piura, proche de l'ancien emplacement de la capitale régionale. Dès 1594, Gonzalo Prieto Davila hypothéquait l'*estancia* Yapatera d'un principal de 680 pesos de 9 réaux, somme qu'il avait obtenu de l'hôpital Santa Ana. Il remboursa ce principal en 1597. En 1617, Yapatera était de nouveau hypothéquée à hauteur de 1.275 pesos, dont 600 pesos en faveur de particuliers et 675 pesos en faveur de l'hôpital. De même, au début du 17<sup>ème</sup> siècle, Hernando de Valera greva l'*estancia* Chapica de ses premiers cens : l'un de 400 pesos de 8 réaux en 1600 en faveur de particuliers, l'autre de 300 pesos de 9 réaux en 1604 en faveur de l'hôpital<sup>559</sup>.

Très tôt, ce furent aussi les élevages de mules qui permirent des hypothèques conséquentes. En 1615, Geronima Ramirez de Arellano imposait 500 pesos sur des terres dans le Haut-Piura mais aussi sur l'*estancia* San Lucas de Culcas avec 150 juments et 100 vaches. Les 25 pesos d'intérêts annuels devaient revenir aux enfants de Diego Velasco. En

---

<sup>559</sup> ADP. Pedro Marquez Botello, leg. 37, 1594, f. 12. ADP. Francisco de Mendoza, leg. 39, 1614.

1618, Gabriel Perez de Saavedra chargeait son estancia de Pocluz et 160 juments d'un principal de 1.500 pesos appartenant au couvent de la Merci<sup>560</sup>.

A partir de la première moitié du 17<sup>ème</sup> siècle cependant, les hypothèques de plus en plus importantes se reportèrent sur les troupeaux et les *haciendas* de petit bétail de la côte témoignant des bénéfices croissant que rapportaient ces élevages. En 1615, l'*alferez real* Tomas de Morales imposait un cens de 2.000 pesos sur sa résidence, un moulin et des terres qu'il détenait dans la vallée de Piura la Vieja (Haut-Piura), sur l'estancia de Chalaco avec 200 juments et sur l'estancia Tiringallo avec 500 têtes de petit bétail. Ces propriétés étaient déjà grevées par un autre cens de 800 pesos de principal en faveur de l'hôpital. En 1618, Alonso de Figueroa de Estupiñan imposait un cens de 1.000 pesos sur son domaine de montagne, sur ses maisons mais aussi sur une *estancia* avec 4.000 têtes de petit bétail située 4 lieues en amont de la ville de Piura. En 1640, l'hacienda Locuto élevant du petit bétail uniquement, propriété du capitaine don Diego de Valera Torienzo, comptait déjà plus 4.300 pesos de cens : 1.500 pesos en faveur de la chapellenie fondée par Rui Lopez Calderón, 2.500 pesos en faveur du couvent de la Merci et 300 pesos en faveur de l'hôpital de Santa Ana<sup>561</sup>. Fondée en 1636, la chapellenie de Gaspar de Miranda ne reposait même que sur un troupeau de 2.500 têtes de petit bétail : régulièrement affermé, il offrait des intérêts non négligeables au chapelain.

On constate donc que les cens et chapellenies se comportaient comme de véritables capitaux boursiers toujours investis dans les secteurs les plus rentables de l'économie locale. L'augmentation des principaux suivait d'ailleurs fidèlement la croissance de la production régionale. L'enrichissement des propriétaires fonciers permettait la constitution de nouvelles rentes, et à l'inverse, des *haciendas* plus productives de payer des intérêts toujours plus élevés : de quelques centaines de pesos à la fin du 16<sup>ème</sup> siècle, le montant des principaux à cens étaient passés à plusieurs milliers de pesos au milieu du 17<sup>ème</sup> siècle.

Dans l'ensemble, ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du 17<sup>ème</sup> siècle que les cens hypothéquèrent systématiquement et lourdement la totalité des *haciendas* de Piura : avant 1668, aucun cens ou chapellenie ne grevait l'hacienda Malingas par exemple. Dix années plus tard, Sebastian Fernandez Morante l'avait hypothéquée pour 3.300 pesos. En 1698, le montant des principaux atteignait même 6.500 pesos. En 1680, l'*hacienda* Pariguanás - évaluée à 11.000 pesos - n'était chargée que d'un cens de 2.000 pesos en faveur du couvent de la Merci et d'une chapellenie de 1.500 pesos en faveur de Luis Lopez Calderón. En 1767, Pariguanás - vendue alors pour 22.300 pesos - était hypothéquée à hauteur de 17.585 pesos. En 1680, alors qu'elle était estimée à 15.000 pesos, l'*hacienda* Pillo ne comptait qu'une chapellenie de 350 pesos en faveur de l'ecclésiastique Francisco

---

<sup>560</sup>ADP. Francisco de Mendoza, leg. 40, 1615 et 1618

<sup>561</sup> ADP. Francisco de Mendoza, leg. 40, 1615, 1618. ADP. Pedro Muñoz de Coveñas, leg. 59, 1640, f. 53.

Ruiz. En 1814, évaluée à 21.000 pesos, elle cumulait 14.000 pesos de cens et chapellenies. En 1680, aucun cens ne grevait l'*hacienda* Congoña, alors que 7.400 pesos de principal l'hypothéquait en 1774, et 16.400 pesos en 1838. L'*hacienda* Yapatera n'était hypothéquée qu'à hauteur de 1.275 pesos en 1617. En 1688, l'hypothèque s'élevait à 10.740 pesos, à 15.940 pesos en 1727, à 13.975 pesos en 1833.

**Tableau 137 : évolution du montant des cens grevant l'*hacienda* Yapatera.**

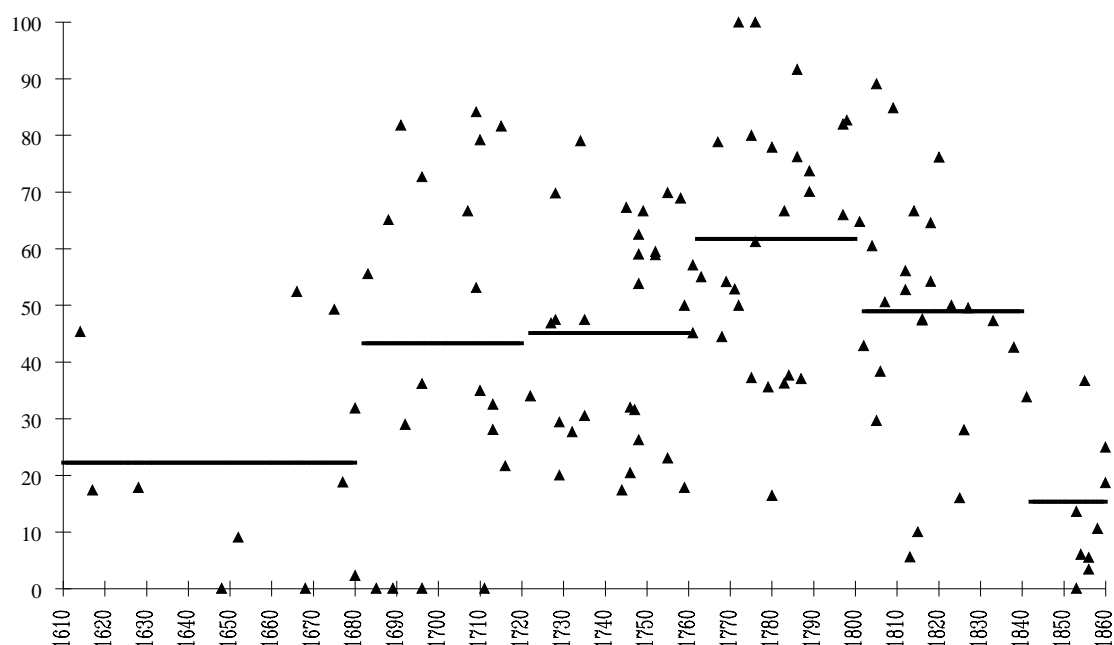
Année	1617	1688	1727	1833
Montant des cens	1.275	10.740	15.940	15.035
Valeur de l' <i>hacienda</i>	7.250	16.500	34.000	25.554

Le cas de l'*hacienda* Santa Ana - grand domaine sucrier du Haut-Piura à la fin du 18ème siècle - montre que l'augmentation rapide des montants de cens se concentre parfois dans les dernières années du 18ème siècle : en 1786, lorsque doña Josefa Ysidora de Adrianzen vendit Ñomala et Santa Ana à son frère Gaspar José de Adrianzen y Velasco, l'*hacienda* Santa Ana ne reconnaissait qu'un seul cens de 850 pesos. En 1791, Gaspar José de Adrianzen la chargeait de 4.000 pesos, de 3.140 pesos en 1793 et encore une fois de 4.000 pesos en 1798, si bien qu'à cette dernière date, Santa Ana était grevée d'un principal de 11.990 pesos. En 1802, Gaspar José de Adrianzen évaluait l'*hacienda* à 36.436 pesos et ajoutait encore un cens de 2.000 pesos, élevant l'hypothèque à près de 40 pour cent de la valeur du fonds. En 1806, don Roque de Raigada achetait l'*hacienda* à Adrianzen, mais la revendait dès 1812 à Maria Josefa Taboada y Jayme, pour 32.000 pesos : la propriété était alors chargée de 17.500 pesos en chapellenies et cens soit 55 pour cent du prix de vente<sup>562</sup>. De la fin du 18ème siècle au début du 19ème siècle, en moins d'une trentaine d'années, le montant du principal s'était donc élevé d'un chiffre insignifiant à plus de la moitié de la valeur globale de l'*hacienda*.

Après avoir constaté une hausse nominale générale du montant des principaux, tentons maintenant de suivre l'évolution de l'hypothèque des propriétés foncières de Piura en fonction de leur valeur. Entre 1610 et 1860, nous avons relevé plus d'une centaine d'indications donnant à la fois le montant du principal à cens et la valeur globale. Un premier examen montre que jusqu'en 1710, certains domaines n'étaient encore chargés d'aucun cens et que les taux d'hypothèque les plus élevés se concentraient sur la fin du 18ème siècle. Une moyenne sur la période de 1610 à 1680, alors que les données sont rares, indiquerait que les chapellenies ou cens représentaient légèrement plus de 20 pour cent de la valeur total des domaines. Entre 1680 et 1840, les sources sont relativement denses. Nous

<sup>562</sup> ADP. Antonio del Solar, leg. 113, 1802, f. 50, imposition d'un cens sur l'*hacienda* Santa Ana; leg. 121, 1812, f. 167, vente de l'*hacienda* Santa Ana.

avons donc établi des moyennes sur des périodes de quarante années. Dès la période 1680-1720, la moyenne des montants des cens et chapellenies constituait près de 45 pour cent de la valeur globale des domaines. Les écarts entre les domaines étaient cependant très importants : pour certaines *haciendas*, la valeur du principal des cens représentait déjà plus de 80 pour cent de leur valeur totale, d'autres par contre n'étaient grevées d'aucune charge. Entre 1720 et 1760, le montant moyen des cens s'éleva très légèrement, mais surtout, les écarts diminuèrent. La période 1760-1800 marque une nouvelle hausse significative. Le taux moyen des principaux dépassait alors 60 pour cent de la valeur des domaines. A partir du début du 19<sup>ème</sup> siècle, la baisse est évidente. La moyenne pour la période 1800-1840 passe ainsi de nouveau sous la barre des 50 pour cent, et les quelques chiffres que nous possédons de 1840 à 1860 indiquent que les chapellenies et cens ne représentaient plus qu'une faible partie du prix des domaines.



**Figure 17 : l'évolution des montants de principaux grevant les *haciendas* de Piura en fonction de leur valeur totale, 1610-1860.**

Aux 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles, la hausse des montants des principaux dépassait donc assez nettement l'accroissement général des prix des domaines. Deux hausses importantes se détachent cependant : celle de la fin du 17<sup>ème</sup> siècle et celle de la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle. La première peut s'expliquer par un besoin en capitaux puisqu'elle coïncide avec un effort d'investissement en esclaves, infrastructures et outillages. La deuxième, contemporaine d'une stagnation des domaines malgré une augmentation de la valeur des terres, reflète surtout l'évolution d'une élite locale qui s'élargit et fut obligé de redistribuer une fraction toujours croissante des revenus des propriétés foncières parmi ses membres.

A partir du début du 19<sup>ème</sup> siècle, la très forte hausse du prix de la terre, réduit l'importance des cens qui restent toutefois non négligeables jusque vers 1840. A cette époque, une nouvelle forme de redistribution des bénéfices des grandes *haciendas* fait son apparition : la société par action.

Quels sont alors les traits caractéristiques de la société à Piura à la fin de la période coloniale ?

Deux points de ce chapitre sont à retenir. A partir de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, le monopole de la terre joue pleinement : la montée démographique de la population rurale dans un contexte de croissance de la production agricole en est la cause. La diminution du nombre des esclaves et l'abandon du faire valoir direct en sont les signes, l'explosion du nombre des tenanciers la conséquence. Avant 1760-1780, la faiblesse de la population ne permettait pas aux propriétaires fonciers de faire payer l'accès à la terre. Dans ce cadre cette élite devait faire preuve de "dynamisme" économique pour maximiser et placer la production de ses exploitations principalement destinée à la ville et à des marchés extérieurs à la région. La demande en main d'oeuvre rempli alors l'arrière pays d'une population d'Indiens salariés et d'esclaves noirs encore principalement régis par les lois et la fiscalité de la bureaucratie vice-royale. En se métissant, en se détachant d'un côté des «réductions» et de l'autre du statut d'esclave, cette population s'homogénise, augmente fortement et devient un véritable prolétariat rural que les grands propriétaires fonciers contrôlent et exploitent à partir de la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle non plus par un corpus de lois ségrégatives, mais en limitant l'accès aux terres productives.

Retenons enfin que les profits de la terre furent accaparés par une élite restreinte composée essentiellement des grands propriétaires fonciers et de sa clientèle parentale qui représentait déjà moins de 1 pour cent de la population à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle. La dérive rentière de l'oligarchie foncière se confirme alors doublement à partir de la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle : d'abord parce que les propriétaires produisaient de moins en moins, et affermaient de plus en plus, ensuite parce que des hypothèques croissantes redistribuaient la plus grande partie des revenus fonciers sous forme de rentes à des membres lettrés de l'élite peu préoccupés par la productivité des exploitations. Au début du 19<sup>ème</sup> siècle, les montants des cens étaient au plus élevés par rapport à la valeur des domaines dont le secteur en faire valoir direct déclinait et disparaissait même parfois. La multiplication des tenanciers augmenta cependant de telle manière la valeur de la terre entre le début et le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle que le montant des hypothèques devint négligeable face au prix des *haciendas* vers 1840.